



"IMMORTELLE" AVORTEUSE ?

Le cardinal de Richelieu se retourne dans sa tombe. Ce jeudi 20 novembre Dame Simone Veil, sans candidat concurrent, risque d'entrer à l'Académie française !

Nul ne peut dire ce qu'est son œuvre littéraire, en dehors de quelques discours ou d'entretiens accordés à des journalistes... On pense à l'ambassadeur Jonnart qui fut présenté en 1923 à seule fin d'empêcher Maurras d'être élu : les Camelots du Roi avaient alors publié ses "œuvres complètes" : un livre de pages toutes blanches préfacées par Pierre Gaxotte, et le jour de l'élection ils avaient promené dans le Quartier latin un âne en habit vert...

Avec la dame dont le nom est lié à la loi qui continue d'enlever à la France plus de 225 000 berceaux par an, on n'est pas tenté d'imaginer une plaisanterie de ce genre, qui ne pourrait qu'être de mauvais goût. Elle est la Dame du néant, non seulement littéraire, mais du néant total, de la non-venue au monde, du "droit" des femmes à se "débarrasser" des "détresses" que la société n'est même plus invitée à les aider à surmonter ; elle est la Dame de l'extinction de cette fleur qui demande à s'ouvrir au jour qu'est un bébé à naître.

Si les souffrances qu'elle endure à Auschwitz dans sa jeunesse méritent le respect, il n'en reste pas moins qu'aucun fauteuil de l'illustre compagnie ne lui est dû. Les Français qui, ce jeudi 20, manifesteront leur colère quai Conti, représentent, eux, la France qui veut vivre et se prolonger comme le Cardinal l'aimait, dans sa tradition chrétienne et civilisatrice, pure de toute barbarie.

M.F.

UN ÉVÉNEMENT "ROYAL" À REIMS ?

D'abord les partis à la poubelle !



PAGE 3

□ MÉMOIRE

Verdun 2008

11 novembre 2008 : ce 90^e anniversaire de l'Armistice a été le premier sans la présence de quelques Poilus. Ils sont tous morts et l'événement est tout entier entré dans l'Histoire.

M. Sarkozy a tenu à se rendre à Verdun sur les lieux où l'héroïsme et la souffrance ont atteint de sublimes sommets. Il y a prononcé, entouré du président du Conseil fédéral allemand, du grand-duc et de la grande-duchesse de Luxembourg, du prince Charles d'Angleterre, du gouverneur général d'Australie, un discours dont les accents déchirants ne manquaient nullement de grandeur, n'oubliant ni les tirailleurs venus d'Afrique du Nord, ou d'Indochine, ni les soldats anglais, écossais, irlandais, américains, canadiens, et tant d'autres.

Hélas nos politiciens républicains seront toujours tels qu'en

eux-mêmes l'idéologie dévote les garde. Après cette belle évocation des plus beaux sacrifices de toute une jeunesse qui aimait la France, voici que le chef de l'État y est allé du couplet si souvent recuit :

« La construction de l'Europe, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, l'Organisation des Nations unies, après tant de drames, après tant de folies meurtrières et totalitaires, sont les plus belles traductions du sursaut de la conscience. »

Croit-il que cela soit emballant pour inviter les jeunes d'aujourd'hui à se surpasser ? En 1914 il y avait déjà 125 ans que la déclaration des Droits de l'Homme

avait été déclarée au monde par la Révolution dite française : elle n'a nullement empêché les horreurs du conflit. On n'atteint pas à l'universel en se gargarisant de grands mots désincarnés et égalitaristes mais au contraire en défendant filialement l'héritage transmis par les pères, qui contribue à enrichir le patrimoine de l'humanité. Oublier cela est s'égarer dans le rêve mondialiste qui ne prépare pas que des lendemains qui chantent.

M. Sarkozy devait évidemment ne pas se démarquer des grandes consciences médiatico-politiques à la mode. Il l'a montré en se gardant bien de citer le nom du vainqueur de Verdun au mépris de

l'Histoire et des nécessités d'une vraie concorde nationale...

Il l'a aussi montré en insistant sur le drame, qui en est évidemment un, des fusillés pour cause de mutineries entre 1915 et 1917. Que ces hommes non préparés à une telle épreuve aient pu reculer au moment du massacre et qu'ils aient été victimes de la fatalité d'une « guerre totale ne pouvant tolérer la moindre indulgence », c'est indéniable et la Cour spéciale de Justice en partie composée d'anciens Poilus, en a réhabilité des dizaines déjà en 1934. Mais de leur manifester une charitable compassion à les considérer à égalité avec les autres combattants, il y a un grand pas que M. Sarkozy semble bien près de franchir sous la pression des Verts, des jeunes socialistes et des ligues droit-de-l'hommes cherchant à faire passer les autorités d'alors pour des tortionnaires au nom de la patrie...

MICHEL FROMENTOUX

■ ÉCONOMIE

Face à la crise :

Keynes est de retour



PAGE 2

■ IMMIGRATION

Vichy :

Un sommet européen pour rien ?



PAGE 5

■ HISTOIRE

Dominique Paoli :

Charlotte de Belgique, le "roman vrai"



PAGE 16



FACE À LA CRISE

Keynes est de retour

Un monde nouveau semble être en gestation. Il ne pourra s'organiser sans un retour à l'État national et à la coopération internationale.

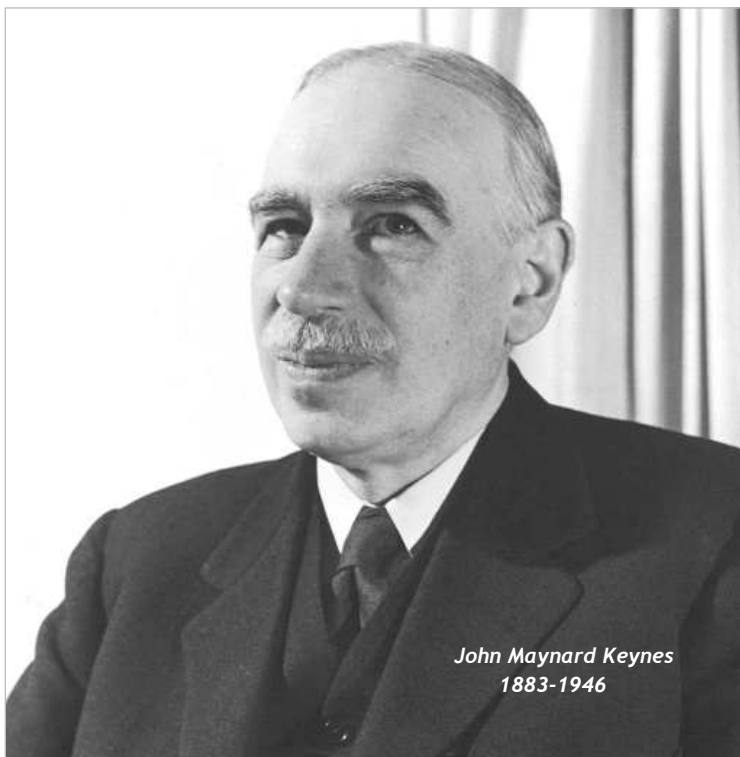
John Maynard Keynes est ce personnage extravagant, sorte de dandy formé au Trinity College de Cambridge, puis professeur de cette prestigieuse école, qui passe, à juste titre nous semble-t-il, pour le plus grand économiste du siècle passé.

Né à Cambridge en 1883, l'année du décès de Karl Marx - tout un symbole -, décédé en 1946, il révolutionna la science économique en y introduisant le concept de macro-économie et en théorisant, surtout, les méthodes de l'intervention de l'État dans les mécanismes de fonctionnement du marché et de l'établissement des grands équilibres.

Dépression

Après la crise de 1929 et la "grande dépression" qui suivit, il voulait, disait-il, sauver la démocratie et les sociétés occidentales. Il faut reconnaître qu'il eut une grande part dans le redressement des économies d'avant la Seconde Guerre mondiale et la spectaculaire relance des années d'après le conflit.

Pour combattre la crise et les dépressions, il préconisait une politique d'intervention et de régulation pratiquée par l'État afin de parvenir au plein emploi, à la propriété et à un niveau satisfaisant de croissance économique. Il n'était pas un étatiste, mais ne croyait pas non plus aux mécanismes autorégulateurs, comme on dit aujourd'hui. Pour combattre la dépression, il préconisait, fine analyse à l'appui, une politique



John Maynard Keynes
1883-1946

de baisse systématique des taux d'intérêt, la relance de la consommation, des grands travaux générateurs d'emplois, et ne rejetait pas le recours, certes provisoire, au déficit budgétaire.

Ses théories constituaient jusqu'à la fin des années soixante le fondement de la science économique. Puis vinrent la crise du pétrole, la stagflation et le retour triomphant du libéralisme, la mondialisation, le mondialisme et la fameuse école de Chicago. L'économie mathématisée, les "modèles", l'"économétrie" remplacèrent l'enseignement tradition-

nel, considéré comme "ringard". Non seulement les grands penseurs d'antan, mais aussi Keynes, Schumpeter, Perroux, Rueff... disparurent des manuels.

Le glas du capitalisme débridé

Voilà qu'en France, comme ailleurs, surtout aux États-Unis lors de la campagne électorale, on ne parle que de Keynes et du keynésianisme. Keynes est de retour. Et bientôt, soyez-en sûr, on reparlera de l'histoire des crises qui remonte au début du XIX^e siècle, des grands économistes, et sur-

tout de l'homme qui est, et doit être, au centre de toute réflexion et de toute action dans la vie économique, comme l'enseigne la doctrine sociale de l'Église.

Que fait-on actuellement ? On contrôle les taux pour empêcher la hausse et la raréfaction du crédit, on parle de l'intervention de l'État, d'un nouvel ordre monétaire... On fait du keynésianisme ou presque. La politique économique du prochain président des États-Unis sera plus protectionniste, plus industrialisante, moins libérale donc, et mettra l'accent sur un retour aux grands travaux pour adapter les structures du pays aux exigences de notre époque et générer des emplois directs ou induits.

Le retour aux mécanismes de régulation, les politiques "d'intervention", théorisées par un grand économiste français du siècle dernier aujourd'hui oublié, Henri Noyelle, ne sont concevables que dans le cadre de la nation. Qui ose en parler ?

La crise économique que nous vivons - heureusement sans commune mesure avec celle de 1929 - sonnera probablement le glas du capitalisme débridé, de la toute-puissance des multinationales par définition apatrides, du mondialisme et de l'OMC qui s'honorait de faire le gendarme, tout au moins dans sa forme actuelle.

Un monde nouveau semble être en gestation. Il ne pourra s'organiser sans un retour à la nation, à l'État national et à la coopération internationale. Le temps de l'égoïsme des nations, de la course aux dévaluations monétaires sauvages, de chacun pour soi est révolu. Celui de la mondialisation érigée en dogme absolu, le "mondialisme", le sera bientôt. C'est un vaste champ de réflexion, et donc de l'action, qui s'ouvre ainsi devant nous.

SERGE MARCEAU

SIGNES DES TEMPS

» ULTRACAPITALISME

Si capitaliste fût-il, le banquier John P. Morgan avait la sagesse de considérer qu'un PDG ne devait pas percevoir plus de vingt fois la rémunération moyenne de ses salariés. On était au XIX^e siècle. Aujourd'hui, *Capital* révèle que les cinquante patrons les mieux payés de France se sont augmentés de 20 % en 2007 et touchent en moyenne 383 000 euros, soit 310 fois le Smic...

» FIN

Comme Chirac qui promettait de se baigner dans la Seine, Fadela Amara promet d'emmener Carla Bruni-Sarkozy visiter une cité de banlieue. Mais elle attend pour cela, « la fin de la crise ». Autant dire qu'on pourra attendre longtemps.

» ARITHMÉTIQUE

À quelques jours de la Conférence internationale sur le climat, l'ONU révèle que les émissions de gaz à effet de serre sont inférieures de 5 % à ce qu'elles étaient en 1990. Autant dire qu'on a presque atteint les engagements de Kyoto qui prévoient une diminution de 5,2 % entre 1990 et 2012. Mais cette diminution n'est pas due aux efforts des nations industrialisées mais à l'effondrement industriel du bloc soviétique. Les engagements de Kyoto manquaient cruellement d'ambition. La planète saura-t-elle se contenter de ces objectifs trop faciles à atteindre ?

» OMNIPRÉSENCE

François Bayrou avait été l'invité surprise et omniprésent des débats de l'entre-deux tours de la présidentielle. Il est maintenant l'invité permanent des débats au sein du PS. Le leader centriste n'a plus besoin d'exister ni de faire de déclarations : le PS se charge d'assurer sa communication.

GUILLAUME CHATIZEL

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujot
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Politique :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Georges Ferrière, Michel Fromentoux,
Nicolas Hainaut, Stéphane Piolenc
Étranger : Pascal Nari
Économie : Henri Letigre
Enseignement, famille, société :
Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Aristide Leucate, Frédéric Wincler
Culture :
Monique Beaumont,
Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons,
Norbert Multeau, Jean d'Omiac,
François Roberday, Alain Waelkens
Histoire :
Yves Lenormand, Laure Margaillan,
René Pillorget, Francis Venant
Art de vivre : Pierre Chaumeil
Chroniques :
François Leger, Jean-Baptiste Morvan
Médias : Denis About.
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

OUTRE-MER

□ MAYOTTE

Les expulsions suspendues

Entre 50 000 et 60 000 Comoriens vivent en situation irrégulière à Mayotte.



La police aux frontières relâche les immigrés qui disparaissent aussitôt dans la nature.

Les reconduites à la frontière d'immigrés clandestins comoriens sont suspendues à Mayotte depuis le 7 novembre à la suite du refus des autorités comoriennes de continuer à accueillir leurs ressortissants, selon le correspondant de l'AFP.

L'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière en vigueur dans la collectivité départementale reste cependant valable et les procédures habituelles de lutte contre l'immigration clandestine continuent de s'appliquer.

Les clandestins interceptés à leur arrivée en kwassa-kwassa, des petites embarcations, sont conduits au centre de rétention de Pamandzi, dont la capacité n'est que de soixante places. Selon une lettre d'information locale, 143 personnes y étaient re-

tenues lundi 10 novembre, dont une vingtaine d'enfants. Après cinq jours de rétention, les clandestins doivent être reconduits à la frontière. Mais comme l'île autonome d'Anjouan (Comores), d'où la plupart proviennent, a de nouveau suspendu les liaisons aériennes et maritimes, la police aux frontières les relâche et ils disparaissent aussitôt dans la nature.

Chavirages réguliers

Les passeurs sont pour leur part arrêtés, jugés et condamnés à la prison pour mise en danger de la vie d'autrui.

Entre 50 000 et 60 000 Comoriens vivent en situation irrégulière à Mayotte et les reconduites à la frontière augmentent année après année. Les chavirages

de kwassas font régulièrement des morts. L'ancien sénateur UMP de l'Ardèche Henri Torre a estimé dans un rapport récent que le coût de la présence à Mayotte de 50 000 à 60 000 immigrés clandestins « dépasse 50 millions d'euros par an pour les dépenses » d'éducation et de santé. M. Torre relève en comparaison que « le coût de la politique de lutte contre l'immigration clandestine menée par les services de police et de gendarmerie, bien que croissant, ne dépasse pas 5 millions d'euros par an ».

Plus de 16 000 immigrés arrivent clandestinement sur le territoire mahorais chaque année, soit près de 10 % de la population, selon le rapport.

RFO.FR AVEC AFP

□ UN ÉVÉNEMENT "ROYAL" À REIMS ?

D'abord les partis à la poubelle !

La désignation du Premier secrétaire du Parti socialiste ressemble plus à un crêpage de chignons qu'à un événement politique... Le système républicain est celui du détournement des forces vives du pays.

Il doit être bien malaisé d'être républicain ces jours-ci. Si d'ailleurs le bon sens était encore en France la chose la mieux partagée, l'immense majorité de nos compatriotes seraient royalistes, non pas, bien sûr, partisans de M^{me} Ségolène que nous nous refuserons toujours à appeler M^{me} Royal, homonyme d'un titre attaché à la vraie royauté..., mais ils remettraient en cause les principes mêmes sur lesquels repose la vie politique qui tient de plus en plus du cirque... et d'un cirque triste.



Il ne suffit pas de s'appeler Royal et de soigner son élégance pour se faire sacrer.

Royal pas encore sacrée

Nous le disions dans notre dernier numéro, le président Sarkozy improvise son rôle beaucoup plus qu'il ne le joue, toujours soucieux d'occuper le terrain, multipliant les discours souvent bons car inspirés par de sages conseillers, se contredisant avec panache, se comportant au G20 du 15 novembre comme s'il n'avait jamais été "américain" de cœur et d'esprit... Est-il au moins le chef de l'État au-dessus des partis ? Il songe, semble-t-il surtout, à bien verrouiller et à contrôler son camp, celui de son parti, l'UMP, laissant peu de champ à son Premier ministre François Fillon, préparant déjà avec les secrétaires de ce parti les prochains scrutins... Avec plus d'esbroufe que ses prédécesseurs, il n'est pas plus qu'eux soucieux d'abord des vrais intérêts de la France et de la continuité de l'héritage national. À l'image de tous ces politiciens de rencontre, qui ne remplaceront jamais un roi dont, au moins, comme a dit un jour Jean Dutoit, on connaît les parents... Sa chance est en grande partie d'avoir en face de lui la gauche

la plus bête du monde. Pendant qu'il paradait à Washington, la prétendue opposition se livrait à Reims à des jeux de cour de récréation à la recherche d'un Premier secrétaire du PS pour succéder à l'incolore et inodore François Hollande. Tout a été dit par nos confrères sur ce calamiteux congrès où la politique n'a été que vaudeville d'un bout à l'autre. Les "éléphants" ne semblent pas s'être laissés totalement dompter par Ségolène qui croyait pouvoir rajeunir le parti. François Hollande semblait plus que jamais ahuri devant les facéties de son ancienne compagne, plus pimpante que jamais, tandis que Bertrand Delanoë, trop sûr de lui à son arrivée, a fini par s'échapper au milieu de la nuit par une porte dérobée avant de se retourner... vers Martine Aubry qui, plus que jamais, avait oublié d'être aimable, tandis que les ombres de MM. Fabius et Jospin pesaient de-ci de-là. Rien de tout cela ne marquera l'histoire de France, mais avant de savoir ce jeudi ou ce vendredi comment les militants de la base auront arbitré entre Ségolène et Martine un scrutin qui ressemble plus à un crêpage de chignons qu'à un événement politique, même si

des voix iront à Benoît Hamon qui prétend lui aussi rajeunir le PS..., le comportement de l'ancienne candidate à la présidence de la République retiendra une minute notre attention.

Y a-t-il un "honneur" socialiste ?

Bien sûr elle aura compris ce dimanche qu'à Reims il ne suffit pas de s'appeler Royal et de soigner son élégance pour se faire sacrer, mais elle a quelque chose de pathétique dans sa volonté de rajeunir un parti en pleine implosion qui - preuve de dégénérescence -, depuis plus de six mois se laisse embringer par ses réglements de comptes, au point de ne plus trouver le temps de parler de la France et de la crise économique. Tant d'énergie employée à remonter ce moderne rocher de Sysiphe montre bien que le système républicain est celui du détournement des forces vives du pays.

Nous ne savons pas si en d'autres temps M^{me} Ségolène aurait été mère abbesse ou la Grande Mademoiselle qui faisait trembler son cousin Louis XIV ; il n'empêche qu'elle parle parfois

trop bien pour être comprise par les lourdauds du PS. Elle leur a reproché ce lundi, à M. Delanoë notamment, d'avoir « perdu le code de l'honneur ». Qu'en ont-ils à faire ? S'ils avaient - et elle aussi - un tant soit peu d'honneur, en seraient-ils à se battre comme des chiffonniers pour le pouvoir ? Selon Montesquieu l'honneur est le principe sur lequel repose la monarchie, le régime où l'on sert, non dont on se sert pour caresser son ego.

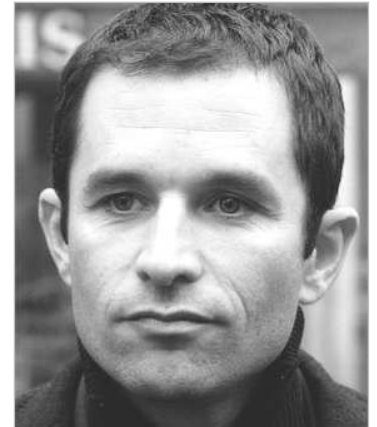
Crise sociale

D'ailleurs en monarchie le lamentable spectacle de la semaine dernière à Reims serait inimaginable, puisque les partis seraient remis à leur place de laboratoires d'idées et que l'ambition d'en diriger un ne saurait être de se placer pour gouverner un jour la France. Quand le pouvoir suprême sera arraché au jeu électoraliste, peut-être pourra-t-on leur parler d'honneur...

Lamentable est aussi le jeu des syndicats qui, dans la crise actuelle, se servent de plus en plus de la grève comme d'un élément de lutte partisane, annonçant un arrêt de travail tel jour, y renonçant le lendemain si la consigne a peu de chances d'être suivie, s'empressant d'en relancer l'annonce dès qu'il s'agit de ne pas se laisser dépasser par les syndicats concurrents. C'est ainsi que l'on échappera sans doute à une grève de la SNCF en ce milieu de semaine, mais attention : dès dimanche les nerfs des usagers risquent d'être de nouveau mis à rude épreuve. Sans parler des enseignants, des postiers, et d'autres encore...

Ce jeu est condamnable en ces jours où les Français se serrent la ceinture tout en étant as-

saillis plus que jamais d'offres d'achat de produits à bas prix à acheter même s'ils n'en ont pas besoin, tandis dans leurs boîtes aux lettres et sur Internet abondent les propositions de prêts à la consommation, véritables invitations au surendettement. La situation sociale est rien moins que saine, hélas tout à fait propre à un pays qui n'est pas gouverné et où aucune organisation professionnelle n'est là pour amener les employés, les patrons, les "consommateurs" à poser leurs problèmes dans le souci du bien commun, dont participe leur bien propre. L'individualisme foncier des principes républicains est suicidaire en temps de crise.



Benoît Hamon

Et voilà que, couronnant le tout, vient d'apparaître une "ultra-gauche" habile à saboter le TGV ! La découverte de cette mystérieuse communauté dans un tranquille village corrézien appelé Tarnac, groupant des jeunes apparemment passionnés d'écologie et de grand air, mais accumulant dans leur bibliothèque des livres sur les caténaires (!), n'est certainement pas innocente. Cette ultra-gauche aux mains sales finira peut-être par rendre fréquentable l'extrême gauche besancenotienne aux mains propres, laquelle se nourrit pourtant de la même philosophie... Ce processus révolutionnaire est vieux comme la Révolution... L'affaire est à suivre. De ce côté-là aussi la République est malade...

MICHEL FROMENTOUX

I NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF



Du rêve à la réalité

■ Les dernières élections américaines ont encore démontré - si besoin était ! - l'inanité de la démocratie telle qu'elle est ainsi mise en œuvre. Chaque électeur s'est déterminé en fonction de ses rêves qu'Obama s'est fait fort de réaliser. Il a ainsi tout promis et il a été élu. Le candidat républicain n'a, paraît-il, pas su faire rêver, il a été battu. En France, nous sommes le seul mouvement qui incite les Français à se déterminer sur le plan politique, non en fonction de leurs intérêts particuliers, mais en fonction du seul intérêt du pays.

Pierre Pujo, qui nous a quittés il y a un an, accordait **une importance primordiale** au journal pour faire réfléchir sur les événements et diffuser nos idées. L'équipe de rédaction se donne beaucoup de mal, depuis lors, pour continuer ce combat. À nous de lui donner les moyens de progresser ! Il suffirait que 150 de nos amis et sympathisants participent à la souscription : "**Cent euros pour l'AF**" pour nous permettre de couvrir notre budget 2008. À tous merci d'avance.

MARIELLE PUJO

LISTE N° 16

100 euros pour l'A.F. : Anonyme Montpellier, 100 ; M^{lle} Annie Paul 100 ; Gérard de Ligny, 200 ; Guy Pozzo di Borgo, (1^{er} versement), 50 ; Ludovic Schmitt, 100 ; Jacques Colas, 100 ; Xavier Soleil, 100 ; anonyme, 100 ; Jacques Lamonerie, 100 ; M^{lle} Chantal Mallard, 100 ; anonyme Metz, 150.



Versements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; M^{me} Marie-Christian Leclercq-Bourin, 28 x 2 ; M^{me} du Ples-

sis d'Argentré, 25 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; Henri Morfin, 32 ; Louis Moret, (3 mois), 90 ; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,73.

Gérald Wailliez, 20 + 50 ; Jean-Pierre Lamy, 50 ; Aymar de Beaumont, 75 ; Pierre Bonnefont, 50 ; "Pour le Noël de l'A.F." Gérald Wailliez, 25 ; anonyme, 15.

Succession M^{lle} Suzanne Gogé, 5.253,29.

Total de cette liste : 7 050,53 €
Listes précédentes : 15 639,52 €
Total : 22 690,05 €
Total en francs 148 736,97 F

* Prière d'adresser vos dons à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LE CLONAGE et la loi de Dieu

La science sans conscience rend l'homme moderne toujours plus fou au point qu'il s' imagine que tout ce qui est possible doit être permis. D'où l'acharnement, dans certains laboratoires, à accélérer les recherches en vue du clonage humain. Pour une approche sérieuse des aspects tant scientifiques et médicaux que religieux de ces expériences, *Fideliter* vient de publier dans son numéro de novembre-décembre, un important dossier donnant des éléments de réponses à de graves questions qu'on ne peut éluder. Clonage animal et clonage humain, clonage et péché originel, clonage et législation, le clonage et le plan de Dieu : des laïques (Christian Lyon, le docteur Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux) et des prêtres (les abbés Régis de Cacqueray, Philippe Toulza, Benoît de Jorna, Denis Puga) montrent avec délicatesse mais non sans fermeté que fabriquer l'homme par des moyens artificiels, non seulement heurte l'ordre de la Création mais fait de l'enfant une simple chose, le privant de son enracinement naturel dans l'amour d'un père et d'une mère, causant ainsi des désordres psychologiques, religieux, moraux et sociaux inouïs, pire encore que la barbarie. Dans ce même numéro un vibrant hommage à Soljenitsyne, par Marie-Aude Albert.

* *Fideliter*, publié par les éditions Clovis, BP 88, 91152 Étampes cedex. L'ex. 7,50 euros.

SOUVENIRS...

Variations politiciennes

Un livre de Thierry Bouclier rappelle, entre autres, ce que pensaient les hommes politiques de l'immigration jusque dans les années quatre-vingt...

Nos politiciens, dont on connaît pourtant la longévité, ont changé. C'est ce que fait apparaître M^e Thierry Bouclier dans son dernier ouvrage, *La République amnésique*, étudiant trois grands thèmes : la nation, la morale, l'histoire. Il a alors beau jeu d'opposer ce que pensaient nos dirigeants jusqu'en 1982 à ce qu'ils disent désormais, que ce soit au sujet de la France, de l'Europe, de l'immigration, de l'école, de la sécurité, de l'"homophobie", de l'avortement, de Vichy et de la guerre d'Algérie.

Préférence nationale

Faute de pouvoir passer en revue tous les sujets, nous nous limiterons au cas de l'immigration. On sait qu'aujourd'hui droite et gauche se liguent pour obliger le gouvernement à régulariser les sans-papiers et pour interdire toute mesure efficace qui empêcherait les étrangers de rentrer chez nous. Thierry Bouclier rappelle que tel n'a pas toujours été le cas. La préférence nationale a été longtemps considérée comme une "valeur républicaine", pour autant que ces deux mots puissent aller ensemble.

Ainsi, la loi du 10 août 1932 entendait protéger la main d'œuvre française. La CGT se déclarait contre l'ouverture des frontières et le Front populaire contre les étrangers, même contre ceux qui fuyaient le régime nazi. Le 11 décembre 1936, le gouvernement Blum prit des décrets limitant les quotas d'étrangers dans



Derrière le chômage dénoncé par Georges Marchais, l'immigration ? Le PCF l'a jadis proclamé.

dix professions. Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur, exigea, au moment de l'Exposition universelle, qu'on refoulât « impitoyablement tout étranger qui cherche à s'introduire sans passeport ou titre de voyage valable ». Le 2 mai 1938, un décret-loi du gouvernement Daladier punissait lourdement les sans-papiers, le 12 novembre un autre décret-loi restreignait le droit pour les étrangers à se marier en France.

Après la guerre, le général De Gaulle continua sur la même lancée. Le 12 juin, il écrivait à Pierre-Henri Teitgen, alors garde des Sceaux, qu'il convenait de subordonner les naturalisations « aux intérêts nationaux dans les domaines ethnique, démographique, professionnel et géographique. Sur le plan ethnique, il convient de limiter l'afflux des Méditerranéens et des Orientaux qui ont depuis un demi-siècle pro-

fondément modifié la composition de la population française, il est souhaitable que la priorité soit accordée aux naturalisations nordiques... » Le 5 mars 1959, à une époque où Jean-Marie Le Pen se battait pour l'intégration des Arabes, De Gaulle déclara à Alain Peyrefitte : « Les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français. » Il affirma un jour au général Challe : « Ces gens là ne sont pas comme nous. » Le Général était, en fait, un raciste convaincu dont le nom, suivant les critères actuels, devrait être effacé des livres et des rues...

Il faut dire qu'il n'était pas le seul dans ce cas. En 1972, Georges Marchais était hostile à l'arrivée de nouveaux immigrés, tout comme Gaston Defferre. Le maire de Marseille signalait que leur pré-

sence « en résidence ou en transit accable le budget des charges sociales les plus lourdes, dans le secteur hospitalier notamment. »

Immigration chômage

Jacques Chirac en 1984 rejoignait la gauche lorsqu'il liait le chômage à l'immigration. Il déclarait, en effet à *Libération* : « S'il y avait moins d'immigrés, il y aurait moins de chômage, il y aurait moins de tensions dans certaines villes et certains quartiers, un moindre coût social. » En 1991, à Orléans, il dénonçait les prestations sociales accordées sans limites aux immigrés : « Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, eh bien ! le travailleur français devient fou. Et il faut le comprendre, si vous y étiez, vous auriez la même réaction. » Valéry Giscard d'Estaing déclarait au *Figaro Magazine* du 21 septembre 1991 que nous étions victimes d'une immigration-invasion. Il réclamait l'abolition du droit du sol, l'expulsion des clandestins, l'immigration zéro, la limitation de l'accès à la nationalité...

On est maintenant aux antipodes de tout cela : la France doit être ouverte à tous les vents, les "clandestins" ont tous les droits, on a, partout la préférence étrangère, la loi de 1905 est constamment violée au profit de l'islam. Nos républicains d'aujourd'hui, comme le montre bien Thierry Bouclier dans cet excellent livre, sont en contradiction avec ceux d'hier. Regrettons seulement qu'il n'ait pas cherché à approfondir les causes de cette mutation, en les limitant seulement à mai 68, ce qui est vrai, mais un peu court.

YVES LENORMAND

* *Thierry Bouclier* : *La République amnésique*. Éd. Remi Perrin, 191 p., 16 euros.

Le 7 novembre, la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE) a rendu public un rapport qu'elle avait commandé « sur la place des stéréotypes et des discriminations dans les manuels scolaires ». *L'Observatoire du Communautarisme* en a proposé une lecture édifiante :

« À la page 132 de l'étude, les auteurs prennent le lecteur à témoin d'un véritable scandale : un manuel d'ECJS a osé illustrer l'idée de la solidarité avec le continent africain avec "une photo en plan rapproché de la main d'un enfant noir dans la paume de celle d'un adulte blanc". [...] Page 85, l'étude s'étonne de la façon la plus sérieuse qu'"aucun des 359 exercices de mathématiques [analysés] ne mentionne l'homosexualité ou le handicap". [...] La bête immonde de la discrimination "hétérosexiste" se cache aussi insidieusement dans les manuels de SVT [...] : "Les relations homosexuelles ne sont guère plus évoquées dans le cadre de la sexualité des animaux comme l'attestent les extraits issus de différents manuels. [...] Ces ouvrages font bien référence aux comportements sexuels

HALDE

De Mao à Schweitzer

La HALDE a rendu public un rapport délirant, censé légitimer son immixtion dans la rédaction des manuels scolaires, agents privilégiés de sa "révolution culturelle".

des animaux, mais l'attirance pour le sexe opposé est l'unique conduite envisagée." »

En conséquence, l'institution présidée par Louis Schweitzer a transmis ses recommandations au ministère de l'Éducation nationale, ainsi qu'aux éditeurs ; elle ne cache pas son souhait d'instrumentaliser l'école à des fins idéologiques. Si la loi ne lui confère que des pouvoirs limités, son influence n'est pas négligeable. Réagissant auprès de l'AFP, Pascale Gélébart, du Syndicat national de l'édition, affiche son zèle : « Ces recommandations vont dans le bon sens. Montrer des contre-stéréotypes et la société telle qu'on voudrait qu'elle soit, on va en tenir compte. » Les changements se feront « au fur et à mesure de la refonte des manuels liée aux nouveaux programmes ».

Maigre consolation, la Justice vient de poser quelques bornes au délit d'"homophobie", institué par un amendement à la loi du 30 décembre 2004 à l'origine de la HALDE.

Affaire Vanneste

Son farouche opposant, le député UMP du Nord Christian Vanneste, avait été le premier à en faire les frais, poursuivi par Act Up, le Syndicat national des entreprises gaies et SOS Homophobie en raison de ses propos publiés le 26 janvier 2005 par *La Voix du Nord* (puis le 4 février 2005 par *Nord Éclair*) : « Je ne m'en prends pas à une ethnie ou une race mais à un comportement. [...] L'homosexualité n'est pas une fatalité. [...] Si on l'assume, ça doit être dans la discrétion et non en s'affichant

comme membres d'une communauté réclamant des droits particuliers et une reconnaissance particulière sur le plan social. [...] Ce sont des comportements individuels qui ne doivent pas jouir d'une reconnaissance à travers les termes intégrés de la loi. [...] Je n'ai pas dit que l'homosexualité était dangereuse, j'ai dit qu'elle était inférieure à l'hétérosexualité. Si on la poussait à l'universel, ce serait dangereux pour l'humanité. Il y a un modèle social qui est celui du mariage hétérosexuel et de l'éducation des enfants... »

Le tribunal correctionnel de Lille, en janvier 2006, l'avait reconnu coupable « d'injures en raison de l'orientation sexuelle », ce que confirma la cour d'appel de Douai un an plus tard. Le 12 novembre, la chambre criminelle de la Cour de cassation a



cassé son arrêt sans renvoi, prononçant une relaxe définitive. S'appuyant sur la loi du 29 juillet 1881 définissant l'injure, ainsi que sur la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales protégeant la liberté d'expression, elle a jugé que le contenu des propos incriminés ne dépassait pas le cadre de celle-ci. C'est un soulagement, mais le répit sera de courte durée : encouragés par la HALDE, les ayatollahs du communautarisme ne manqueront pas de revenir à la charge.

G.D.

IMMIGRATION

Vichy : un sommet pour rien ?

Au sommet de Vichy, l'élite européenne n'a pas caché les difficultés causées par l'immigration. C'est un progrès, mais la "rupture" annoncée n'a pas eu lieu.

On nous avait promis à cris et à cris une "rupture". Celle-ci s'annonçait sous les auspices de "l'identité nationale", sorte de nouvelle marque de fabrique de l'ancien ministre de l'Intérieur, devenu président ; confronté au succès montant de l'extrême droite, il avait su capter l'électorat populaire qui subit de plein fouet l'immigration. Nous nous garderons de faire du populisme de bas étage. Mais, parfois, la vérité atteint des proportions telles que l'on distingue difficilement un discours fondé sur l'analyse clinique des faits de celui qui joue sur les peurs et les passions des foules.

"Dialogue interculturel"

Nous voilà donc avec Vichy derrière nous, la Vichy des 3 et 4 novembre derniers. Celle où l'Union européenne s'est réunie en sommet pour discuter d'intégration des populations immigrées. Le ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, Brice Hortefeux, n'est pas peu fier de sa petite provocation : en

public, il regrette l'ampleur de la polémique autour du choix de la ville ; en privé, il se félicite d'apparaître comme le défenseur de l'Auvergne, un bon point avant les élections européennes de juin 2009... Somme toute, il y a peut-être un "mieux" : cette élite eu-

ropéenne entend démontrer qu'elle a compris que le sujet de l'intégration, et son corollaire, l'immigration, "posait problème".



Fadela Amara et Brice Hortefeux au sommet de Vichy
Site de la Présidence française du Conseil de l'UE 2008 © Nicolas Jorand

ropéenne entend démontrer qu'elle a compris que le sujet de l'intégration, et son corollaire, l'immigration, "posait problème".

Les points positifs s'arrêtent là. De ce sommet, il ne semble pas qu'il y ait grand-chose à retenir, puisque que la "rupture" n'a pas eu lieu. Dans la déclaration commune des membres de la conférence, l'on parle toujours de "dialogue interculturel", ce qui annonce clairement la couleur : au nom de quoi la culture indigène devrait-elle "dialoguer" avec la culture allogène ? Le dialogue des cultures se réalise à l'échelle des rapports internationaux ou interciviliens, ainsi que cela s'est pratiqué durant des siècles. Le dialogue "interculturel" tel qu'il nous est proposé par les représentants des États au sommet de Vichy consiste à reconnaître aux cultures étrangères un "droit" à prospérer en Europe à condition qu'elles s'adaptent aux "valeurs fondamentales" des pays d'accueil dont les citoyens, en contrepartie, devront accepter que, sur leur sol, des groupes initialement allogènes puissent vivre selon des coutumes et des modes de vie totalement différents. Mais comment peut-on par-

met de Vichy les définit très bien : la politique d'intégration doit « mettre l'accent sur le respect des identités des États membres et de l'Union européenne ainsi que de leurs valeurs fondamentales telles que les droits de l'homme, la liberté d'opinion, la démocratie, la tolérance, l'égalité entre les hommes et les femmes et l'obligation de scolariser les enfants ». En fait, on est ici dans un tel flou que le Canada, par exemple, aurait toute légitimité pour déposer sa candidature d'adhésion...

Quelle intégration ?

La lecture du reste de la déclaration est édifiante. On y retrouve par exemple une légitimation morale du travail de la HALDE, cette police de la pensée moderne. Quant à l'intégration, elle tourne autour de l'insertion professionnelle et de quelques obligations réduites pour l'immigrant : connaître la langue du pays d'accueil, son histoire et ses institutions. « La politique d'intégration repose sur un équilibre entre les droits et les devoirs des migrants » avait prévenu Hortefeux. Cela est très joli sur le pa-

pier mais profondément lâche de la part d'un ministre de "l'identité nationale". De cette façon, n'importe quel citoyen européen disposant d'un emploi en Chine, parlant le mandarin et connaissant quelque peu l'histoire et les institutions de l'Empire du Milieu serait fondé à demander la nationalité chinoise...

Mais l'identité nationale ne se décrète pas, elle ne se réglemente pas (c'est d'ailleurs tout le nonsens de la création d'un ministère éponyme) ; elle est, tout simplement ; elle nous précède, elle est le fruit d'un roman national millénaire. La France, disait De Gaulle, c'est un pays ethniquement indo-européen (le lecteur me pardonnera ce détour politiquement correct), culturellement gréco-latin et spirituellement juéo-chrétien. Elle ne se conçoit pas autrement. La langue française, c'est la francophonie, pas l'identité française. L'histoire de France ? N'importe qui peut la connaître (et l'on trouve de plus en plus d'étrangers qui la connaissent mieux que les Français, de papier comme de souche). Ce n'est pas cela, l'identité française.

Tout-économique

Finalement, les objectifs de l'Union restent les mêmes : faire la guerre à l'immigration des "gueux", celle des clandestins, mais continuer l'immigration dite "choisie", celle des quotas, celle de travail. L'intégration par le travail : une manifestation terrible du tout-économique !

Et tant pis pour l'apparition du "vote ethnique" lors de l'élection présidentielle française, tant pis pour les revendications communautaires qui font trembler la République jusque dans ses bases, tant pis pour les émeutes ethnico-sociales quasi-quotidiennes dans les "quartiers sensibles", tant pis pour la radicalisation de l'islam des jeunes immigrés déracinés confrontés à l'échec patent du système d'intégration... C'est une révolution qu'il fallait déclencher à Vichy, ou plutôt une contre-révolution, radicale, sans concession, et ferme. Mais cette contre-révolution, le personnel de la République n'en a pas eu le courage... Quant à l'élite européenne, elle n'y avait aucun intérêt. C'est peut être un début d'explication, conclusions-nous pour plagier Jean Raspail.

STÉPHANE PIOLENC

PIERRE PUJO, un an après

Nous avons rendu hommage dans notre dernier numéro à Pierre Pujo, notre directeur, président du Comité directeur de l'Action française, rappelé à Dieu le 10 novembre 2007. Nombre de nos amis qui n'oublieront jamais l'homme exemplaire qu'il fut se sont retrouvés ce samedi 15 novembre en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois pour prier pour le repos de son âme au cours d'une messe grégorienne très recueillie, célébrée par M. l'abbé Schubert, curé de la paroisse. Plusieurs avaient dû se faire excuser, mais ont tenu à exprimer leur grande reconnaissance pour Pierre Pujo. Par exemple M. Henri Fouquereau, secrétaire général du Forum pour la France, dont nous publions ici le communiqué :

Il y a un an Pierre Pujo nous quittait.

Pierre Pujo a été l'un des fondateurs du Forum pour la France, il l'a voulu, il s'est battu pour, il m'a poussé à en tenir le secrétariat général au moment où le mouvement souverainiste se divisait pour des raisons futiles. Il nous a toujours éclairés. Ses propos, ses études, ses arguments, ont été une source de richesses pour nous. Il m'a souvent, lorsque les temps étaient difficiles, encouragé à rester et à continuer le combat pour la France dont il fut le serviteur infatigable. Le souvenir de notre ami Pierre Pujo restera à jamais gravé dans nos mémoires, souvent je pense à lui et je me dis toujours : il nous manque.

De son côté, M. Albert Salon, ancien ambassadeur, s'associant à cet hommage, rappelle que « Pierre Pujo, de haute culture, soutenait aussi à fond nos actions pour le français et la francophonie ».

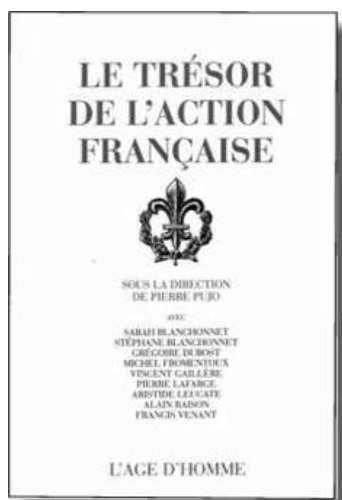
Longtemps encore, des Français se souviendront de la trace indélébile que laisse Pierre Pujo. Puissent tous nos amis se montrer dignes d'un si grand héritage au service de la France et de son Roi ! ■

» MÉMOIRE COURTE

Obamania oblige, on fait grand bruit de la nomination d'un préfet noir. Une "première" qui éclipsé quelques précédents. Entre 1958 et 1968, le deuxième personnage de l'État était un Guyanais petit-fils d'esclave : Gaston Monnerville présida le Sénat pendant dix ans, manquant de peu d'assurer par intérim la présidence de la République ; un honneur qui échoua finalement à son successeur Alain Poher.

» COPÉ ET L'HISTOIRE

À l'occasion du 11 novembre et de la polémique suscitée par le rapport de l'historien André Kaspi, jugeant les commémorations trop nombreuses, quelques voix se sont élevées, réclamant que soient célébrées non plus les victoires militaires, ni même la fin des conflits, mais l'émergence de l'Europe unie. Jean-François Copé s'en est démarqué. Le 9 novembre, l'AFP a rapporté ces propos tenus au micro de Radio J par le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale : « Je vais sans doute paraître conservateur mais tant pis. À un moment où nous sommes en train de réfléchir à comment reconstituer une identité française, imaginer qu'on puisse le faire en foulant aux pieds des éléments majeurs de notre histoire, c'est un contresens vraiment très fort. »



» LE TRÉSOR DE L'AF

Depuis sa fondation en 1899, l'école d'AF a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005...

Éditions de l'Âge d'homme, 138 p., 20 euros. Disponible à nos bureaux : 22,11 euros franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS (paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	60 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

SOMMET DE WASHINGTON Des vœux pieux

Moins de quatre heures de négociations. Un impressionnant dîner de gala, une photo en commun, mais pas de conférence de presse commune. Voilà à quoi se réduit la très médiatisée conférence monétaire tenue à Washington. Le document d'une cinquantaine de pages qui en est résulté avait été préparé d'avance par les experts. Il en va toujours ainsi. Ces vingt pays représentaient plus de 90 % du PIB mondial. Pour la première fois des pays émergents participaient au sommet. Signe des temps : la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Argentine... étaient représentés par leur président ou leur Premier ministre. On pourrait se demander pourquoi la Turquie et l'Arabie saoudite étaient là et pas la puissante et prospère Malaisie... Mais enfin.

Le président Sarkozy, qui était parmi les principaux initiateurs de ce "sommet", avait souhaité et dit que la réunion devait déboucher sur « des décisions fermes » et non sur la création de "comités d'experts". Il sera déçu. Quelques vœux ont été émis : une "relance concertée" de l'économie mondiale, la mise en place d'un système de régulation monétaire, une meilleure surveillance des marchés spéculatifs... Rien, strictement rien de concret. D'ailleurs, il ne pouvait en être autrement. Les États-Unis de George W. Bush restent attachés aux mécanismes d'autorégulation. Quelques autres pays, dont la France, affichent des idées interventionnistes, sinon dirigistes. Pour le moment les deux positions sont peu conciliables. Il faudra attendre le début de la présidence Obama, dont le discours actuel est quasi keynésien comme on l'a notamment remarqué dans son entretien télévisé du 16 novembre, pour aborder enfin les choses sérieuses. Un autre sommet se tiendra, probablement à Londres, au mois d'avril. Avec la présence de Barack Obama. D'ici là des "comités d'experts" vont étudier les dossiers et préparer les décisions éventuelles. Il ne faudrait pourtant pas dénigrer totalement le bilan du sommet. La proclamation d'une volonté commune de relancer l'économie mondiale est un point positif, ainsi que la présence des puissances comme l'Inde, la Chine et le Brésil. Tout le monde espère que d'ici le mois d'avril 2009, la crise aura été stabilisée et le climat psychologique sera moins détestable. On pourra alors annoncer quelques décisions pour rassurer les marchés et relancer l'économie mondiale. Un passage du virtuel au réel.

SERGE MARCEAU

□ **CRISE FINANCIÈRE**

L'impossible réforme mondiale

Réunis ce samedi 15 et ce dimanche 16 novembre au sein du G20, les chefs d'État des nations les plus riches se sont engagés à réformer le système financier international. Mais sans remise en cause des postulats néo-libéraux, cet objectif semble bien inaccessible.

Après la déraison, la réflexion ; après la folie des grandeurs, la repentance ; après l'appât du gain, la responsabilité... la partition actuellement jouée par les grands argentiers de ce monde fait montre d'un angélisme qui prêterait à sourire si la situation économique n'était pas aussi catastrophique. En effet, chacun des acteurs de la crise financière ayant provoqué la première récession planétaire de l'après-guerre plaide non coupable et jure que son comportement vertueux constituera désormais le point d'équilibre du capitalisme.

Vulgaire toilettage

Ainsi, les grands établissements bancaires, après avoir bénéficié des fonds publics pour réduire leurs pertes et sans avoir fondamentalement révisé leurs objectifs en matière de profit, ont rigidifié à l'extrême leurs règles prudentielles en matière de crédit, au risque d'asphyxier le reste de l'économie. Pour leur part, les banques centrales, qui se sont révélées incapables d'éviter la formation des bulles spéculatives, apparaissent comme des donneuses de leçons bien impuissantes et fortement handicapées par leur sacro-sainte indépendance vis-à-vis du pouvoir politique.

Enfin, du côté des gouvernements des pays industrialisés, les récentes velléités de régulation



Nicolas Sarkozy en compagnie de Georges W. Bush en novembre 2007. Les velléités interventionnistes du président français n'ont pas convaincu son homologue américain.

des marchés financiers manquent cruellement de crédibilité lorsque l'on sait que leurs propres décisions ont, au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, présidé à la dérégulation et que, par ce fait, ils sont aujourd'hui privés des leviers de commandes.

Réunis samedi 15 et dimanche 16 novembre à Washington pour un sommet du G20, les dirigeants des États les plus riches de la planète ont affirmé qu'une "réforme" du système financier était possible à moindre coût en appliquant une simple recette s'appuyant sur une plus grande "transparence" des marchés. Les principaux ingrédients seraient notamment « l'harmonisation des normes

comptables au niveau mondial » et « l'amélioration de l'information sur les marchés dérivés ».

Ce vulgaire toilettage, annoncé solennellement et applaudi, par une presse en mal d'inspiration, comme un premier pas salutaire, a bien peu de chances de produire des effets bénéfiques. Il revient à plâtrer une jambe de bois car il ne sert à rien de renforcer les procédures de contrôle d'un système qui est en lui-même incontrôlable. Les premières alertes, constituées en 2003 par les faillites d'Enron et de World-Com, avaient bien montré la propension de la machine financière à détourner et à pervertir le rôle de la certification des comptes et

des agences de notation. De plus, le "plan" du G20 semble considérer que l'origine de la crise financière se trouve uniquement dans les pratiques les plus extrêmes de la finance, celles des fonds à hauts risques, les *hedge funds*. En réalité, les plus grandes défaillances sont venues d'établissements bancaires et de sociétés d'assurance bien connus et déjà relativement bien contrôlés au vu des normes actuelles.

Postulats anglo-saxons

Le système financier est donc en lui-même vicié par les exigences de rendement que lui impose la vision néo-libérale de l'économie. La crise actuelle trouve son origine dans la forte augmentation de l'offre de crédits immobiliers à risques (*sub-primes*) aux États-Unis, combinée avec le développement de la titrisation - l'opération qui consiste à transformer les prêts bancaires en titres négociables sur des marchés. Nous retrouvons là les deux tendances guidant, depuis deux décennies, les économies anglo-saxonnes : la rentabilité maximale et le recours, au-delà du raisonnable, au crédit afin de soutenir la demande sans relâcher les salaires. Ces deux préceptes ont rencontré la troisième mamelle de Wall Street - le postulat que les marchés financiers, c'est-à-dire l'émission de titres, constitue l'outil le plus efficace pour financer l'économie, en lieu et place des simples prêts bancaires - pour générer la catastrophe que l'on connaît. Tant que ce tryptique funeste - rentabilité maximum, crédit à outrance, financiarisation de l'économie - ne sera pas totalement révisé, la situation sera toujours aussi précaire.

PATRICE MALLET

» **PATRONYMES**

Dans un arrêt du 14 octobre, la Cour de Justice des Communautés européennes (CJCE) impose à l'Allemagne de reconnaître le nom patronymique attribué à l'un de ses ressortissants suivant les règles en vigueur au Danemark. Selon l'avocat général Eleanor Sharpston, cité par les *Couillisses de Bruxelles*, il s'agit tout simplement « d'appliquer le principe de la reconnaissance mutuelle qui est à la base d'une bonne partie des règles communautaires, non seulement dans le domaine économique, mais aussi en matière civile ». L'affaire pourrait sembler anodine, mais, selon Jean Quatremer, elle était « tellement explosive que pas moins de huit États - dont la France - sont intervenus à l'audience pour défendre leur "droit international privé"... » En tout cas, cette décision est significative de la façon dont les juges de Luxembourg assurent l'extension progressive de l'empire juridique européen, arguant du principe de libre circulation, ici bafoué par des complications administratives... Même le président Valéry

Giscard d'Estaing s'était jadis inquiété de leurs velléités intégrationnistes : en mai 1980, au sommet de Dublin, il avait appelé à « faire quelque chose à propos de cette cour et de ses décisions illégales » (cf Paul Magnette, *Le Régime politique de l'Union européenne*, Presses de Sciences Po). Une anecdote de plus dans la collection des "variations politiques" ! (Voir page 4.)

» **DÉFENSE**

À l'occasion d'une réunion avec ses homologues européens le 10 novembre, le ministre de la Défense, Hervé Morin, a réaffirmé sa confiance en l'Europe de la Défense. « Notre idée n'a pas été de toujours porter des projets à vingt-sept, a-t-il expliqué à nos confrères d'Euractiv.fr, parce qu'en matière d'Europe de la Défense cela n'a pas de sens. Entre des pays qui ont encore la volonté de compter en matière militaire, ceux qui n'y consacrent plus grand-chose, ceux qui ont une industrie de défense et ceux qui achètent tout sur étagère, il n'est pas possible d'avoir la même ambition. [...] Il ne faut

pas oublier que l'Europe s'est construite sur le renoncement à la puissance. Donc l'Europe de la Défense n'était pas quelque chose de naturel... » Les Vingt-Sept ont décidé, entre autres, le lancement d'un programme de formation initiale des jeunes officiers inspiré d'Erasmus ; la France s'est accordée avec différents partenaires sur la politique spatiale, la création d'une flotte européenne de transport aérien, des initiatives d'interopérabilité aéronavale...

» **DICO EUROPÉEN**

Les éditions Armand Colin ont publié le mois dernier un *Dictionnaire critique de l'Union européenne* dont la lecture distille mises au point historiques (voire historiographiques), juridiques (arrêts déterminants de la Cour de Justice), politiques (présentation des mouvements "pro-européens") ou théoriques (analyse fonctionnaliste ou intergouvernementaliste de l'intégration européenne), ainsi que quelques chiffres significatifs : par exemple, selon l'estimation d'Yves Bertoncini, le droit com-

munautaire dérivé représenterait 10 à 20 % de l'ensemble du droit en vigueur en France. Au fil des 493 pages, écrites selon "l'esprit du temps", on pourra discuter certains jugements, mais le caractère "universitaire" de l'ouvrage le préserve des inepties politiciennes les plus désolantes ; l'article consacré au souverainisme, présenté par Justin Lacroix comme « une identification de la nation à la démocratie » - plus généralement au politique, diraient les souverainistes d'AF - témoigne d'une relative impartialité. Inévitablement, on sera frustré par les questions laissées apparemment en suspens, comme le bilan économique du marché commun ou les enjeux géopolitiques de la candidature d'Ankara... Ces 236 notes synthétiques, complétées par des cartes et une chronologie, apportent néanmoins un éclairage appréciable sur différentes facettes de l'UE, faisant de ce dictionnaire un compagnon utile - quoique un peu coûteux (39,50 euros) - au profane décidé à se documenter peu à peu sur le "machin" européen.

G.D.

CONGO

La guerre des ethnies

Les massacres ont repris au Congo, menés par un général rebelle, un Tutsi formé au Rwanda. Tragiques conséquences d'une décolonisation trop brutale...

Il y a des années, le sociologue René Dumont, qui avait fait de son pull-over rouge l'emblème d'une ambition présidentielle, écrivait : « *L'Afrique noire est mal partie*. » Il avait raison. La nouvelle tragédie qui ravage l'Est de la République démocratique du Congo en est le plus récent témoignage.

Une décolonisation mal préparée

René Dumont était anticolonialiste. Sans doute convient-il de se garder de fustiger sans nuance la colonisation comme d'en faire son apologie sans limite. Elle a connu ses ombres et ses lumières et s'inscrit dans une époque. Ce qui, en revanche, s'avère évident dans certains pays d'Afrique, c'est le chaos amené par une décolonisation mal préparée. C'est le cas pour l'ex-Congo belge.

Les Belges se laissèrent surprendre par les émeutes de Léopoldville en 1959. Un an plus tard, ce fut l'indépendance. Sans nous appesantir, relevons le rôle incandescent de Patrice Lumumba. Il mit le feu et provoqua le retour précipité en métropole des Belges et de leur administration territoriale, qui fit cruellement défaut au nouvel État indépendant. La fin de Lumumba fut tragique. Des responsabilités belges ne sont pas niées même si elles sont loin d'avoir été les seules. Reste que sans l'embrasement apporté par Lumumba, en particulier au Kivu, le Congo eût connu un sort différent. Sans idéaliser le passé, si l'on excepte les cru-

tés accompagnant au temps de Léopold II la récolte du caoutchouc, le Congo devenu Belge en 1907, fut une colonie bien gérée. Nous avons accompli une mission d'observation lors des élections en 2006 ; nombre de Congolais, sans être sollicités, sont venus nous dire leur "honte" de n'avoir su préserver l'héritage que la Belgique avait laissé. Qu'il s'agisse de Justine Kasavubu, la fille du pre-

mier président du Congo indépendant, ou de Justin Bomboko, longtemps ministre des Affaires étrangères, l'un comme l'autre, dans leur analyse critique, ne méritaient pas l'éloge de ce que le pays colonisateur avait réalisé. En particulier l'apport des missionnaires. Le propos est à souligner lorsqu'il émane de Justin Bomboko sorti de l'ULB, cette université libre de Bruxelles fondée par la Maçonnerie pour faire contre-poids à l'université catholique de Louvain.



Initialement, l'unité du Congo a survécu aux Belges. Mobutu y a réussi. Mais au fil d'un "règne" devenu dictature, l'homme et son

L'Est dévasté

Le régime sont devenus infréquentables. L'œuvre laissée par la Belgique s'est engloutie dans un naufrage. À la mort du dictateur, le pays a implosé.

Les élections organisées il y a deux ans ont marqué une trêve dans les massacres ethniques. Ils ont repris dans l'Est. Actuellement

leur épiscopes se situent autour de Goma et dans la région de Kivunja. Laurent Nkunda, général rebelle de l'armée congolaise, mène l'assaut contre les troupes du président Kabila.

Nkunda est un Tutsi formé au Rwanda. Mais il est congolais comme ces Banyamulenge nombreux dans les provinces de l'Est. Durant le génocide au Rwanda, Nkunda, étudiant en psychologie, fut formé par le FPR, Front patriotique rwandais, armature du régime tutsi du président Kagame. Revenu au Congo, officier dans l'armée, on le retrouva au cœur de rébellions que la Monuc, le bras armé des Nations unies, ne put -

ou ne voulut - maîtriser. Au point qu'un bataillon indien eut partie liée avec lui. Son colonel, relevé ensuite, proclama son admiration pour Laurent Nkunda et le décora d'une "médaille d'honneur".

Nkunda, sans que cela soit officielisé, bénéficie de l'appui de Rwandais. Face à lui, l'armée gouvernementale, au courage incertain, combat aux côtés de milices Mai-Mai issues des ethnies Batemba et Babembe. À quoi il faut ajouter des bandes de Hutus, ex-génocidaires passées au Congo après l'arrivée de Kagame au pouvoir. Tueries, exécutions, massacres ne se comptent plus. De part et d'autre. Pour l'ensemble du Congo, la Manuc aligne environ 17 000 hommes. On évoque la possibilité de lever une force européenne. L'idée jusqu'ici n'a pas été approuvée. Sans doute redoute-t-on d'ajouter l'enlisement à l'inefficacité.

Nostalgie ?

Loin de nous l'angélisme conduisant à vouloir idéaliser la période coloniale en la parant des couleurs vives d'une image d'Épinal. Mais nous nous souvenons l'entretien que nous eûmes avec le cardinal ougandais. C'était dans les années quatre-vingt. Le pouvoir d'Obote chancelait. Il allait y être emporté par Museveni, lequel abriterait ces Tutsis aujourd'hui revenus, dirigés par Kagame, à Kigali. Le cardinal évoquait les temps anciens : « *I am a home-made product. Je suis un homme du terroir. Le colonialisme est ce qu'il est. Mais lorsque les Anglais étaient ici, contrairement à ce qui se passe, nous n'étions ni blessés, ni tués et nous n'avions pas faim !* » Combien de Congolais aujourd'hui ne pourraient-ils pas en dire autant en évoquant le Congo belge ?

CHARLES-HENRI BRIGNAC

IRAK

Le bout du tunnel

On se félicitera des progrès enregistrés en Irak. Mais il faudra se garder de tout optimisme excessif. Ce dimanche 16 novembre, l'accord de sécurité entre les États-Unis et l'Irak a été finalisé après une année de négociations souvent ardues. Le gouvernement de Bagdad était pressé d'en finir avant les élections du printemps prochain et pourrait avoir, enfin quelque chose à présenter à son peuple. L'administration Bush aussi : l'Irak sera, théoriquement, évacué d'ici trois ans au maximum. Le président élu ne pouvait et ne pourrait mieux faire.

Encore faut-il que les circonstances permettent l'application de l'accord. Un contingent symbolique des forces armées américaines restera en tout cas sur place. Que sera la situation de ce pays déchiré et ruiné après l'évacuation ? C'est un autre problème.

Malgré quelques attentats parfois spectaculaires, l'Irak se rétablit progressivement. C'est un fait indéniable. La sécurité revient. Les terroristes subissent des échecs car la population ne les suit plus. La reconstruction débute lentement. Sauf dans la région autonome kurde où elle est spectaculaire et se transforme en une véritable frénésie de construction et de création d'entreprises.

Le bout du tunnel est donc en vue. On ne pourrait que s'en féliciter et souhaiter que rien ne vienne perturber cette évolution heureuse mais si précaire.

Cela étant dit, on devrait redire une fois encore la faute majeure, historique, des États-Unis en envahissant l'Irak à l'encontre de tous les principes du droit et de la morale. Des centaines de milliers de morts, un pays presque entièrement détruit en invoquant des prétextes entièrement faux. L'Histoire ne pardonne pas à l'administration Bush et les États-Unis ont payé cher cette folle aventure.

Mais on ne refait pas l'histoire. L'amélioration durable et véritable de la situation en Irak dépend aussi et surtout du climat de la région. Tant que la crise avec l'Iran durera, que la normalisation avec la Syrie, à laquelle travaille la diplomatie française, ne sera pas effective et qu'un véritable État palestinien ne verra pas le jour, la situation en Irak restera précaire.

On se félicitera des progrès enregistrés en Irak. Mais il faudra se garder de tout optimisme excessif.

P.N.

Les Comores connaissent actuellement la situation économique et sociale la plus grave depuis l'accession du pays à l'indépendance. La sévérité de cette crise [...] ne tient pas seulement [...] à la montée vertigineuse des produits d'exportation. [...] Elle tient aussi à la raréfaction et l'absence des produits pétroliers [...] paralysant complètement, pendant de longues périodes, une économie déjà sinistrée. [...] Elle se double d'une crise morale sans précédent qui n'a d'égal que l'espoir jadis suscité par l'arrivée d'Ahmed Abdallah Sambi [président de l'Union des Comores depuis 2006. NDLR] au pouvoir et entretenu régulièrement et sans vergogne par celui-ci [...]

C'est dans ce contexte [...] que Sambi s'appête à se lancer dans l'aventure de la modification constitutionnelle. C'est avec véhémence que nous nous élevons contre une telle entreprise, ceci pour de multiples raisons. La première étant que Sambi veut changer les règles en cours de jeu, pour des mauvaises raisons, à savoir son désir de s'accrocher au pouvoir. [...] La constitution [...]

OCÉAN INDIEN

Des nouvelles d'Anjouan

Le Rassemblement pour les intérêts d'Anjouan (RAPIA) nous fait part du communiqué suivant dont nous publions bien volontiers quelques extraits, nous souvenant de la fidélité courageuse que les Anjouanais manifestèrent en 1997 à la France, ainsi que de l'aide que Pierre Pujo s'est toujours honoré d'apporter à cette île des Comores opprimée par le gouvernement grand-comorien.

a consacré la place et l'importance de l'autonomie des îles. [...] Le principe de la présidence tournante est un principe de justice et d'équité entre les îles, pour permettre aussi de rectifier certains déséquilibres indus par les dérives centralisatrices. [...]

Une escroquerie politique

Notre choix ne peut souffrir d'équivoque. La guerre à mener pour assainir la situation financière du pays est celle contre la corruption, le détournement des deniers et biens publics, le gaspillage, l'incompétence et l'inconscience en matière de gestion

politique et administrative des affaires du pays. La guerre à mener est aussi contre les politiciens véreux qui fourvoient la parole donnée et les promesses faites au peuple, afin qu'ils puissent être jugés sur leurs actes, pour leur enrichissement illicite, leur gestion des affaires à la fin de leur mandat, pour que puissent enfin émerger des dirigeants honnêtes et dévoués. [...]

Encore une fois, nous fustigeons cette escroquerie politique de la modification constitutionnelle, d'autant que nous considérons que les intérêts d'Anjouan n'auront aucun véritable défenseur, face à un président de l'Union illuminé et très suspect,

un président de l'île aligné et partisan, et une multitude de partis grands-comoriens.

Nous avons vu comment ces partis, les médias nationaux et privés tous concentrés à Moroni ont contracté une union sacrée pour écraser Anjouan, et encore aujourd'hui, Anjouan doit seule, faire face à ses problèmes confrontée au président le plus anti-anjouanais qui soit. [...]

Nous exigeons également le départ des forces africaines d'occupation qui se comportent en terrain conquis à Anjouan et transforment l'île en dépotoir et en un lieu pour satisfaire de vils besoins.

* watwan.centerblog.net

Les espoirs soulevés tant aux États-Unis que dans une partie du monde par la victoire de Barack Obama sont immenses. La déception et le désenchantement pourraient être à leur mesure si le nouveau président ne parvient pas rapidement à des résultats tangibles, sinon spectaculaires, tant sur la scène intérieure que sur le plan international. On pourrait alors regretter qu'un homme expérimenté, solide et s'abstenant de toute démagogie - John McCain - n'ait pas été choisi. On n'en est pas encore là.

Nouvelle image

Par suite, surtout, de l'indéfinissable aventure irakienne d'une administration qui n'a vaincu ni le terrorisme, ni l'islamisme radical, l'image des États-Unis à travers le monde est devenue exécration, et ce n'est là qu'un euphémisme. Les démocrates ont eu leur Jimmy Carter, qui avait livré en quatre ans huit pays à Moscou ; les républicains avaient leur George W. Bush. McCain et Obama voulaient tous les deux rompre avec son héritage, mais il est incontestable que le jeune et charismatique afro-américain incarnait mieux cette "rupture" que le sage vétéran au parler vrai.

Les États-Unis paraîtront certainement plus sympathiques, surtout dans le tiers monde. L'"obamania" d'une grande partie de la presse et des intellectuels, même éphémère, contribue à en faire autant en Europe occidentale. Saint-Germain-des-Près a pris fait et cause pour Obama. Mais on sait

□ SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

La victoire "planétaire" de Barack Obama

La succession de Georges W. Bush place les États-Unis dans un "état de grâce". Le nouveau locataire de la Maison Blanche tentera d'en profiter pour traiter ses dossiers prioritaires : les rapports avec le Pakistan, la guerre en Afghanistan, le problème iranien, le retrait d'Irak et la résolution du conflit israélo-palestinien.



Barack Obama incarnait mieux que John McCain la "rupture" avec l'héritage de George W. Bush. Le nouveau président devra parvenir rapidement à des résultats tangibles.

qu'il est capricieux : hélas, il s'était naguère enflammé pour Castro, pour Pol Pot et pour Khomeini, pour ne citer que ceux-là ; heureusement, Barack Obama n'a rien de commun avec ces monstres assoiffés de sang.

Reste que la nouvelle image des États-Unis sera - au moins pour un temps que nous appelons "état de grâce" - un atout majeur

pour la nouvelle administration. Tout dépendra, ensuite, de la répartition des postes et de la politique mise en œuvre. Or, ne l'oublions pas, la politique des grands pays reste relativement constante quels que soient leur principal dirigeant et ses collaborateurs : le locataire de la Maison Blanche change ; la géographie, l'histoire et surtout, dans le monde

contemporain, les intérêts économiques et les impératifs stratégiques demeurent.

Le Pakistan, l'Afghanistan, l'Irak et la Palestine sont les priorités du nouveau président. Il s'est montré relativement discret quant au Pakistan. En ce qui concerne l'Afghanistan, il a tenu le même langage d'absolue fermeté que McCain : il faudra vaincre les terroristes. On s'attend à ce que Washington s'attache parallèlement à privilégier une solution politique et diplomatique pour ce pays où la politique américaine n'a pas été un succès. L'administration Obama aura-t-elle la main assez lourde pour imposer une attitude réaliste en la matière ? Cela sera probablement une de ses premières épreuves. Le problème afghan devra également être traité sur le plan diplomatique. Les terroristes islamistes bénéficient du soutien financier et des armes fournis par l'Irak, et d'un sanctuaire au Pakistan. Les Américains ont commencé à y frapper les bases taliban, au prix de fortes réactions diplomatiques. Mais que faire avec l'Irak ? Voilà le nœud du problème.

Face à l'Irak, Obama a tenu d'abord un discours "angélique" ; il faudrait "négocier" avec les islamistes, et cela sans condition. Puis il a évolué. Ses dernières paroles ont été d'une grande fermeté, dénonçant les dangers d'une bombe nucléaire islamiste et la politique aventureuse de Mahmoud Ahmadinejad.

Le choix de Rahm Emanuel comme secrétaire général de la Maison Blanche, la seule nomination officielle intervenue jusqu'à présent, est significatif à cet égard. Américano-israélien »»»



Rencontre entre George W. Bush et Barack Obama dans le bureau ovale de la Maison Blanche le 10 novembre

Une véritable obamania s'est emparée ces derniers temps des médias et de l'opinion publique française, à tel point qu'un martien débarquant dans notre pays aurait pu croire que nous allions participer à l'élection du 4 novembre. Si tel avait été le cas, Barack Obama n'aurait pas recueilli 52 % des voix contre 48 % créditées à son adversaire, mais, au moins 75 %. C'eût été un raz de marée.

Il est touchant de constater, au soir de l'élection, combien chaque pays proclamait à l'envi sa satisfaction : les pays arabes, ceux d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Sud et bien sûr d'Europe. Il n'y avait que des heureux... en attendant qu'il y ait, c'est à craindre, beaucoup de déçus. Mais limitons nos regards à la France et réfléchissons. Pour cela, il faut partir des faits.

Le prétendu multilatéralisme

La situation léguée par George W. Bush est catastrophique, que ce soit sur le plan financier, économique ou militaire. Les marges de manœuvre de son successeur sont donc étroites. Or, n'oublions pas qu'il a beaucoup promis durant sa campagne électorale : baisse d'impôts pour 95 % des Américains, dépenses supplémentaires pour assurer une couverture sociale à tous ses concitoyens, amélioration du système éducatif,

□ L'ALIGNEMENT ?

La France face à Obama

Il est à craindre que le futur président n'attache pas une grande importance à l'Europe, dont les dirigeants n'aspirent qu'à être des caniches, Sarkozy en tête... L'espoir d'un retour du "multilatéralisme" sera bientôt dissipé.

lutte renforcée en Afghanistan. Tout cela va coûter très cher et rappelle le programme fiscal résumé par un humoriste : « Il faut demander plus à l'impôt et moins aux contribuables. » Pour tenter de résoudre, en partie, ces contradictions, M. Obama va être tenté de transférer une partie des énormes difficultés qui l'attendent sur les autres, c'est-à-dire sur nous, spécialement sur l'Europe. Ce monde multipolaire, réclamé inconsidérément par les stupides grenouilles qui nous dirigent, risque surtout d'être un monde multipayeur.

Pour commencer, la nouvelle administration américaine va probablement nous demander, en fait exiger, l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan, ce qui nous engagera davantage dans une aventure coûteuse, sans fin et sans issue. Sur le plan financier Barack Obama, partisan théorique du multilatéralisme, a déjà fait savoir qu'il n'assisterait pas à la conférence de Washington, le 20 novembre, conférence de-

mandée par les Européens afin d'établir des règles de bonne conduite pour éviter que ne se reproduise la crise de confiance que nous connaissons actuellement. Sur un plan purement américain, la réaction du nouveau président qui tient à conserver les mains libres se comprend parfaitement, mais cela augure fort mal du prétendu multilatéralisme dont on crédite M. Obama.

Bientôt les déconvenues

Dans le domaine économique les choses sont claires. Les démocrates, en dépit de leurs belles paroles, vont être des protectionnistes : ils vont essayer de transférer leur chômage renaissant ailleurs, en Asie et en Europe. Or, les pays du Vieux Continent sont englués dans leurs contradictions et dans leurs bons sentiments. On a déjà un exemple de ce qui va se passer dans le domaine aéronautique. EADS avait remporté un contrat concernant

les avions gros porteurs de l'armée américaine, au grand dam de Boeing. Un prétendu vice de forme a permis d'annuler le marché remporté par notre avionneur. Le nouveau président, notre grand ami Obama, a déjà fait savoir qu'il n'était pas question que l'affaire échappe à Boeing. Voilà qui est clair et qui devrait ouvrir bien des yeux... si c'était possible. Obama a dit dès son élection qu'il serait le président de tous les Américains, ce qui est logique. Il n'a pas dit qu'il serait le président du monde entier, ni celui de l'Europe et encore moins de la France. Alors gare aux déconvenues.

La France osera-t-elle tenir tête ?

Par ses origines et sa génération, il est à craindre que le futur président n'attache pas une grande importance à notre continent, d'autant qu'il sait par expérience que les dirigeants de nos pays n'aspirent qu'à être des caniches, Sarkozy en tête. Si l'Eu-



rope et surtout la France voulaient retrouver le rôle qui fut jadis le leur, elles devraient frapper du poing sur la table en exigeant selon nous le retrait le plus tôt possible des troupes d'Afghanistan et le règlement de la question israélo-palestinienne, en proclamant leur refus de toute agression contre l'Irak. La France n'a retrouvé son rôle et n'a été écoutée que le jour où elle a refusé la guerre avec l'Irak en se dressant contre Bush. Demain, il faudra faire sans doute la même chose en face d'Obama. En aurons-nous le courage ? C'est là tout le problème.

YVES LENORMAND

»»» - il a la double nationalité - ayant fait son service militaire ne Israël - qui plus est dans les "forces spéciales" de Tshal -, fils d'un officier israélien, Rahm Emanuel passe pour un partisan de la fermeté à l'égard du régime de Téhéran et de relations privilégiées avec l'État hébreu. C'est un homme, nous disait un de ses proches amis à Washington, d'une grande capacité de travail, "très professionnel", discipliné et manipulateur. Son influence sera grande et son choix, qui indispose les États arabes, est un signe en faveur d'Israël.

Néanmoins, son rôle central dans la nouvelle administration pourrait faciliter une évolution heureuse de la crise palestino-israélienne, autre priorité absolue de Barack Obama et de son futur secrétaire d'État, non encore désigné ce dimanche soir. Ici, comme pour l'Irak, le terrain est relativement déblayé. Il faudra faire vite, c'est-à-dire agir dès la formation du nouveau cabinet israélien au printemps prochain.

L'Europe et la Russie

La tension avec la Russie pourrait s'apaiser. Tandis qu'à juste titre Obama s'est tenu à l'écart du G20, l'ancien secrétaire d'État Madeleine Albright était dépêché auprès du président russe Medvedev. Ils ont tenu ensemble une conférence de presse, faisant assaut d'amabilités. L'entourage de Barack Obama, à la différence de celui de George W. Bush, reconnaît enfin la réalité du "retour de la Russie", et il le dit.



Dmitri Medvedev

Le nouveau président américain devrait enfin considérer la Russie comme il se doit

Avec les pays de l'Europe occidentale, l'attitude de la prochaine administration semble moins claire. Certes, le partenariat historique privilégié continuera. Mais Barack Obama n'a presque rien dit sur le sujet au cours de sa campagne. Ses visites à Berlin et Paris avaient pour but de soigner son image internationale. Tout laisse présager que, la crise imposant ses conséquences à Washington, son administration sera plus protectionniste, plus préoccupée de favoriser les intérêts américains. D'où des tensions visibles avec les Européens.

À partir du 20 janvier, les vraies difficultés vont commencer pour le nouveau président. Le choix de son équipe nous fournira les premières indications sur ses orientations réelles. Affaire à suivre.

PASCAL NARI

LA CAMPAGNE

Le triomphe d'un magicien

Un hallebardier dénué de charisme a été écrasé par une icône protéiforme. Dans une atmosphère antirépublicaine, John McCain s'est montré incapable de retourner la situation, ouvrant un boulevard à son concurrent.

Le délire obamaphile s'est un peu calmé. Seize jours après l'élection, l'Amérique fait ses comptes. C'est l'heure des bilans. Plus exactement, des explications. La vraie droite est sous le choc, le Parti républicain humilié, John McCain à la trappe. L'aventure s'achève sur une défaite. Pis : une liquéfaction. Tous les assauts du conservatisme se sont brisés contre le mur érigé par le gauchisme-libéralisme.

À partir du moment où l'on avait choisi McCain comme adversaire de Barack Obama, il ne fallait pas s'attendre à une victoire. McCain est un "loser" - un perdant. Il fait partie de ces caciques d'assemblée parfaitement à l'aise dans l'alchimie législative mais très vite dépassés lorsqu'il s'agit d'embraser l'imagination nationale. Sous les allures d'un héros du goulag vietnamien, c'est un besogneux de travées, un ficeleur de lois, un doseur de tendances. Pas un créateur de rêves. On s'est trompé de champion.

La droite bouge encore

Au-delà de ce personnage complexe, ambigu et finalement décevant, les raisons de la débâcle sont multiples. Mais d'abord, évaluons l'étendue des dégâts. McCain doit se contenter de quelques États des plaines rocaillieuses et de quelques bastions de l'ancienne Confédération - la Virginie et la Floride en moins. C'est le minimum territorial auquel puisse prétendre un candidat républicain évincé par les urnes. Alors, écrasement total ? Pas tout à fait.

Le cadavre de la droite bouge encore grâce à deux types de populations bien enracinées dans leur région : le Centre, avec ses gardiens ombrageux des vieilles valeurs américaines, et le Sud, avec ses héritiers nostalgiques d'une société à réflexes raciaux. Dans les deux cas, c'est du solide. La fidélité s'érode, bien sûr, mais pour l'instant elle s'accroche et il faut compter avec elle. Entre



Barack Obama et sa famille à Springfield le 10 février 2007

les collines rocheuses de l'Utah et les berges limoneuses du Mississippi, Obama n'a pas réussi à passer. La vague gauchisme-libérale s'est arrêtée au pied de ces deux glacis conservateurs. Un lot de consolation pour McCain.

Comment en est-on arrivé là ? Première raison : l'atmosphère était antirépublicaine. Un président sortant plus impopulaire que ne le fut en 1974 Richard Nixon, lorsqu'il démissionna après le scandale du Watergate. Deux guerres interminables, ruineuses et sanglantes, dont la gestion chaotique s'apparente désormais à un boulet national. Une crise financière qui a ébranlé le crédit immobilier, alourdi la dette et sera sans doute la plus sournoise des pourvoyeuses d'impôts que l'histoire ait connue.

Sans base politique

Dans ce désastreux décor mis en place par les républicains, un battant lié au même parti aurait pu émerger, retourner la situation. Mais pas McCain. Le sénateur de l'Arizona est un calculateur et non un mousquetaire. C'est un tacticien de cénacle, pas un stratège de grands espaces. Il excelle dans le coup rusé, la combine sournoise, et non dans la vision conquérante. C'est un hallebardier, pas une fine lame.

Fier de son arme terrible mais encombrante, ce hallebardier ré-

publicain s'englua dans un scénario qui le prit de court avant de commettre deux fatales erreurs. D'abord, McCain, qui passa son temps à trahir son parti et le président pour collaborer avec l'opposition, parut pétrifié à l'idée d'une rupture - indispensable - avec sa famille politique : l'adversaire put facilement le faire passer pour le poulain de Bush ; il hérita de son image ternie, de ses échecs patents et de la brassée de ses derniers fidèles.

Les idées recuites de McCain

Seconde erreur : McCain a trop parié sur les indépendants et pas assez sur les conservateurs. Or, ce n'était pas le moment de vouloir séduire ceux qui rejettent toute affiliation partisane. Parce que ces esprits libres optent en général pour la nouveauté... Incarnée par Obama avec sa jeunesse, son éloquence, sa race. McCain, au contraire, symbolisa le passé, sans base politique solide : les conservateurs ont boudé ce démagogue trop flou sur l'avortement, la défense du mariage et l'immigration illégale.

À ces deux erreurs qui auraient suffi à provoquer l'implosion de n'importe quelle campagne, McCain ajouta deux échecs. Il fut incapable d'articuler un message cohérent et de détruire le mythe Obama. Le premier échec s'ex-

plique par l'absence d'un vivier électoral homogène. Lorsque l'on cherche à séduire à la fois les modérés attentistes, les indépendants frileux, la gauche déçue, la droite molle et les conservateurs hésitants, le programme proposé ne peut être que reflet de ce manteau d'arlequin : un crayonnage de promesses tous azimuts qui sent l'artifice et la démagogie. Le message manqua d'unité, de vigueur, de passion.

Dénué de charisme, piètre orateur et débateur médiocre, McCain ne fut ni percutant dans ses attaques ni charmeur dans ses arguments. Il n'a ni flair de l'image ni sens de la formule. Il se laissa balloter au gré des podiums avec des idées recuites sur l'économie, la défense, la guerre, l'assurance santé, le réchauffement global. Rien qui aurait pu inciter à rêver. Dommage, parce que chez l'adversaire, le rêve était permanent.

Le mythe Obama

C'est le deuxième échec de McCain : il n'a pu anéantir ce rêve; bâti sur un mythe et un mythe, reposant sur une imposture. Le vibronnant Obama devint l'icône protéiforme. Il y eut Obama inventeur de l'assurance santé universelle, Obama sauveur de la classe moyenne aux abois, Obama pacificateur de l'Irak et de l'Afghanistan, Obama restaurateur des fonctions éducatrices, Obama prédateur inspiré de la voracité fiscale, Obama vainqueur appliqué de l'hydre terroriste, Obama réunificateur de la mosaïque raciale américaine. À chaque rôle, le magicien drainait à ses pieds des foules ébahies.

McCain se devait de percer cette rutilante façade. Car rien ne résiste de ces fallacieuses promesses. Il aurait pu inlassablement montrer qu'Obama, c'est l'augmentation des impôts, l'avortement à la demande, le triomphe de l'homosexualité, la fuite des emplois, la chape du globalisme, les frontières ouvertes, les illégaux citoyens. McCain aurait pu rappeler qu'Obama fut sponsorisé par un ex-terroriste et un pasteur anti-Blanc. Il aurait pu claironner qu'Obama a coûté 750 millions de dollars à ceux qui l'ont fabriqué. Il n'a pas su être incisif, mordant, ravageur. McCain fut le principal adversaire de McCain.

DE NOTRE CORRESPONDANT AUX ÉTATS-UNIS PHILIPPE MAINE

JEAN-LUC HEES

La Saga de la Maison Blanche

Presses de la Renaissance 415 p. - 21 euros

Hantés de vertueux exemples romains, les pères fondateurs des jeunes États-Unis ne voulaient pas ancrer leur pouvoir dans quelque palais emprunté aux fastes monarchiques. Ils firent bâtir, à petit prix, une résidence typique de l'architecture coloniale américaine, moins fastueuse que nombre de grandes propriétés, au milieu de terrains

marécageux d'où Washington serait très longue à émerger. Imaginaient-ils que cet inconfortable manoir deviendrait un jour le centre de la politique mondiale ? Peut-être...

Jean-Luc Hees connaît bien la politique américaine, ses enjeux et ses hommes, mais c'est l'anecdote qu'il a choisi de privilégier. Défilent ici les portraits détaillés, admiratifs, critiques ou narquois, de quarante-trois présidents aux destins et aux personnalités contrastés, flanqués de premières dames parfois extravagantes, qui firent

face avec plus ou moins de talent aux crises de leur temps, mais n'oublèrent jamais qu'ils avaient pour fonction de travailler à la grandeur de leur pays. Rarement aussi édifiants que le prétendent les chroniques officielles - beaucoup étaient des esclavagistes sans scrupules, et Lincoln lui-même, tout abolitionniste qu'il fut, tenait des propos invraisemblablement racistes... -, parfois totalement ignorés en dehors de leur patrie, à l'occasion moins haïssables qu'il y paraît, c'est le cas de Ulysses Grant, "le brûleur

de la Géorgie", ces hommes ont fait l'histoire, la grande. La continuité obstinée de leur action est sans doute le moyen le plus avéré de prédire ce que sera le prochain mandat. Un fait est sûr : à l'instar de tous ceux qui l'ont précédé, le quarante-quatrième président se souciera des intérêts américains, et de rien d'autre. Un choix qu'il serait stupide de lui reprocher. Il est seulement regrettable que nos propres élus n'en fassent pas autant pour la France.

ANNE BERNET

Lorsque le président Barack Obama se penchera aux fenêtres de la Maison Blanche, il pourra apercevoir une superbe statue de Marie Joseph Paul Yves Roch Gilbert du Motier, plus connu sous le nom de marquis de La Fayette. Le célèbre auvergnat est en bonne place dans un parc qui jouxte l'Executive Mansion.

Détail flatteur pour l'historien ou le touriste français. Mais détail presque futile pour les Américains : 85 % ignorent à peu près tout de l'action décisive de la cour de Versailles avant, pendant et après les batailles qui les ont libérés de la domination de la cour de Saint James. Ils ignorent que sans les cinquante millions de livres, les soixante navires, les vingt et un mille marins, les six mille fantassins, les trois cents canons fournis par Louis XVI, les Anglais auraient réussi à s'accrocher encore longtemps à leur lucrative conquête. Il n'y aurait eu ni La Fayette, ni Rochambeau, ni de Grasse. Il n'y aurait pas eu la bataille navale de la baie de Chesapeake. Il n'y aurait pas eu le siège de Yorktown. Ce fut le tombeau de l'Anglais. Or, Chesapeake et Yorktown sont des victoires fleurdéliées.

Louis XVI a tenu parole

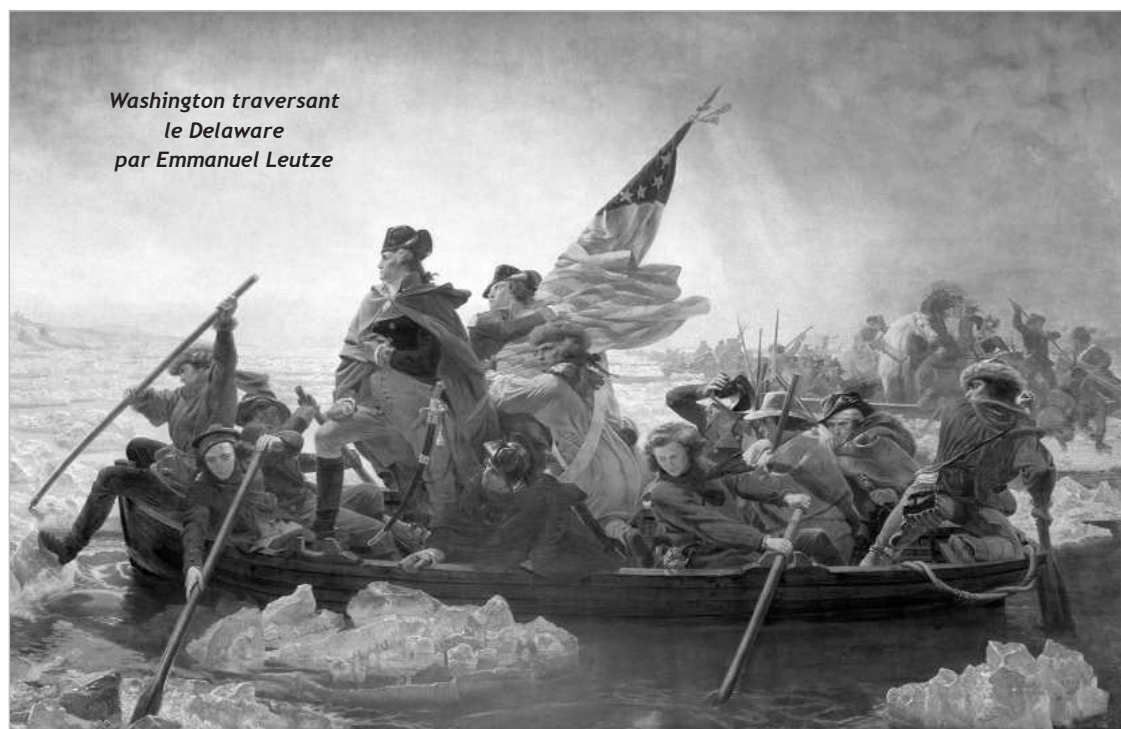
Tout commence le 14 août 1781. Ce jour-là, le général George Washington reçoit confirmation que l'amiral François Joseph Paul, marquis de Grasse-Tilly, comte de Grasse, a quitté les Antilles françaises et cingle vers la baie de Chesapeake. Information capitale pour les insurgés : Louis XVI a tenu parole et verrouille son dispositif. Il pousse ses pions sur mer et sur terre. Pour Washington, c'est une étape décisive. Le soir, il danse et chante avec ses officiers.

Sept jours plus tard, il reprend la tête de son armée et, en compagnie des six mille soldats commandés par le général Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau, s'engage sur les routes du Sud. Fin du premier acte. C'est le récit d'une longue marche de deux compagnons

HISTOIRE

Sans Louis XVI, pas d'États Unis

C'est l'action décisive de la cour de Versailles qui a libéré les États-Unis d'Amérique de la domination anglaise. Un fait d'histoire que M. Obama ne connaît peut-être pas...



Washington traversant le Delaware par Emmanuel Leutze

d'armes et de deux forces alliées qui vont fraterniser pendant cinq semaines. Rejoints par La Fayette et ses deux mille cinq cents hommes, Washington et Rochambeau arriveront en Virginie, sur le champ de bataille, le 28 septembre. Le deuxième acte avait commencé quelques jours plus tôt - exactement le 5 septembre - lorsque les vingt-huit navires de De Grasse arrivèrent en vue de la baie de Chesapeake.

Chesapeake

Les Français sont aussitôt rejoints par les vingt-trois navires de l'amiral anglais Thomas Graves. Les deux flottes forment leur ligne de combat - les haut-bords les mieux armés face à l'ennemi - au moment où éclate une formidable canonnade. Imaginez trois mille cinq cents boulets qui partent en même temps dans un espace qui n'excède pas dix ki-

lomètres. Infernal ! Et cet enfer va durer plusieurs heures. Le soir, le *Shrewsbury*, l'*Ajax*, le *Terrible* et le *Montagu*, avec chacun soixante-quatorze canons appartenant à Sa Gracieuse Majesté, sont gravement touchés et doivent quitter le combat. L'*Intrepid* et l'*Europe* (soixante-quatre canons chacun) sont réduits à l'état d'épave. Graves perd la première manche.

Il perdra également la seconde à la suite de trois erreurs. D'abord, il se montre incapable de profiter d'un coup de vent qui disperse fâcheusement une fraction importante des plus lents navires français. Ensuite, il fait hisser des ordres contradictoires, si bien qu'une partie de ses marins croit qu'il faut attaquer à l'instant ou une autre comprend qu'on doit au contraire tirer un bord. Enfin, troisième erreur de Graves : il sous-estime la rapidité, le courage et l'endurance

des canonniers français. Il sous-estime également la perspicacité et l'intuition de De Grasse.

Le 6 septembre, lendemain de la bataille, les deux flottes ennemies font voile vers le sud en cherchant un nouveau contact. Dans le camp anglais règne la confusion, dans le camp français la confiance. Au moment où Graves se rend compte qu'il n'a plus assez de navires pour reprendre l'offensive, De Grasse estime qu'il est temps pour lui de peaufiner son coup de maître.

Le 7 septembre, les deux flottes se retrouvent au large de la Caroline du Nord. De Grasse décide alors de remonter vers la baie de Chesapeake. Graves suit péniblement sans tirer un seul coup de canon. Les journées du 8 et du 9 se passent à longer la côte. Le 9 septembre au soir, la flotte française prend position à l'embouchure de la baie où elle trouve, sous pavillon fleurdelysé,

huit navires de haut bord, des frégates, des bateaux de transport de troupes et de matériel venus en renfort de Newport. Coordination parfaite.

Le 13 septembre, Graves arrive en vue de la baie de Chesapeake, constate qu'il a désormais en face de lui trente-six navires de ligne, accepte sa défaite et prend la fuite en direction de sa grande base arrière : New York.

Yorktown

L'Anglais laisse donc à De Grasse le contrôle absolu du secteur où se déroulera le troisième et dernier acte. Cela signifie que le général anglais Charles Cornwallis, retranché avec ses sept mille hommes derrière des fortifications construites autour de Yorktown, port de tabac en Virginie, ne doit compter que sur ses propres forces. Pour lui, aucun secours ne pourra venir de la mer.

Ce troisième acte commence le 30 septembre avec l'encercllement à peu près complet des Anglais par dix-sept mille soldats alliés. Washington, Rochambeau et La Fayette se partagent le terrain. À l'Est et au Sud, six régiments de l'infanterie légère américaine appuyés par la milice de Virginie. À l'Ouest, les six régiments français : Touraine, Agenais, Saintonge, Soissonais, Royal Deux Ponts et Bourbonnais. Le siège dure dix-sept jours marqués par d'intenses duels d'artillerie et par de sanglants assauts à la



Le marquis de La Fayette 1757-1834

baïonnette. Les Anglais échouent en risquant une sortie afin de desserrer l'étau qui menace de les asphyxier. Ils échouent également en essayant de conserver une redoute d'importance stratégique., où s'illustre le Royal Deux Ponts.

La position de Cornwallis devient intenable. Le 17 octobre le drapeau blanc remplace l'Union Jack sur des fortins détruits et deux jours plus tard le général anglais fait remettre son épée à Rochambeau qui l'offre aussitôt à Washington. C'est la fin de la guerre et pour Londres l'abandon d'une colonie prestigieuse. Abandon qui sera scellé deux ans plus tard par le traité de Paris.

BERNARD BRIGOLEIX ET MICHÈLE GAYRAL

Ces Français qui ont fait l'Amérique

Le Rocher - 375 p. - 19,90 euros

Même de ce côté-ci de l'Atlantique, la part prise par la France à la naissance de l'Amérique moderne a été largement oubliée, ou réduite à l'intervention de Louis XVI en faveur des Insurgents, décisive pour l'indépendance américaine, tragiquement néfaste pour la monarchie. Et pourtant... L'Amérique fut française, ou faillit l'être ; la Louisiane primitive couvrait plus d'un tiers des États-Unis modernes. Le Père Marquette, Cavelier de la Salle et d'innombrables trappeurs nous avaient conquis ces territoires. De l'Acadie au Mississippi, du Maine à la Californie, les Français modelè-

rent un monde, catholique, francophone, et métissé, car l'Église et le Roi souhaitaient parcellairement l'union durable des colons et des Indiens. Une autre histoire, plus juste, plus humaine, se serait alors écrite s'il avait perduré. Les ambitions britanniques, le désintérêt politique envers ces terres lointaines et difficiles à défendre en décidèrent autrement. Drames occultés, là encore. Si l'on connaît aujourd'hui « le grand Déplacement », cette déportation massive des familles françaises d'Acadie, qui sait le sort fait, jusqu'à une date récente, aux descendants des couples franco-indiens, ou la persécution déclenchée par le Ku Klux Klan contre les Québécois qui cherchaient du travail de l'autre côté de la frontière ? Qui sait qu'on a pendu et emprisonné pour s'être obstiné à res-

ter catholiques et francophones ? Et peut-on imaginer l'accueil fait aux immigrants huguenots, de La Rochelle ou d'ailleurs, rejetés par les Puritains, « parce qu'ils apportaient la joie avec eux » ? On comptait parmi eux un certain Croquetoigne, dont un descendant mourut héroïquement à Alamo : c'était Davy Crockett. Et un autre, Duval, devenu Duvall, ancêtre aujourd'hui de quatre présidents américains, dont le dernier en date, Barack Obama. Il faut moins s'étonner, alors, que certains, à la longue, aient craqué, anglicisé leur patronyme, appris la langue du plus fort, abandonné leur culture, leurs racines, leurs particularismes religieux parfois et tenté d'oublier qu'ils appartenaient à un autre monde, qui n'était pas celui des WASP. De quoi vouer une admiration particulière à

ceux qui, malgré les risques encourus, se refusèrent à plier, tel Louis Riel, descendant d'un trappeur et d'une squaw, qui voulut empêcher le Manitoba de devenir province anglaise, et le paya de sa tête. Avec fougue, enthousiasme, tendresse, Bernard Brigouleix et Michèle Gayral racontent cette épopée, rendant un hommage appuyé, c'est devenu assez rare pour qu'on le souligne, au rôle des missionnaires, chantent les héros, célèbrent les réussites, et laissent la parole aux descendants de ces hommes et de ces femmes, qui se souviennent encore, souvent, que leurs aïeux venaient de France. Une certitude réconfortante qui contrebalance un peu les déferlements de colère antifrançaise des années Bush.

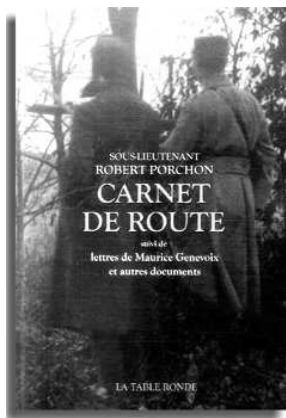
ANNE BERNET

PHILIPPE MAINE

Face à cette modernité sanglante, l'homme est anéanti, réduit à une unité dans l'effroyable liste des huit millions de tués. Il le sait, son héroïsme est tout ce qui lui reste pour ne pas devenir seulement un élément de statistiques. Demeure aussi le témoignage qu'il désire laisser des causes de son engagement, de ce qui lui permet de tenir, dans ces conditions, cinquante et un mois... Cela, et une certaine qualité de l'enseignement primaire qui permit à beaucoup de soldats d'écrire avec assez d'aisance pour fixer la trace de leur expérience, explique le grand nombre de documents privés - correspondance, journaux intimes, souvenirs - aujourd'hui disponibles.

Témoignages

Particulièrement émouvants se révèlent le *Carnet de route* du sous-lieutenant Robert Porchon, tombé aux Épargés le 19 février 1915, et les notes collectées par sa mère. Saint-Cyrien de vingt ans, promotion 1914, versé au 106^e RI, parti la fleur au fusil dans la certitude d'une guerre fraîche et joyeuse dont il voulait absolu-



ment "être", Porchon tint un journal vite interrompu, la fatigue et l'horreur ayant remplacé l'enthousiasme des commencements. Pourquoi s'intéresser à lui plutôt qu'à n'importe quel autre des cinq cent mille Français morts les six premiers mois de la guerre ? Parce qu'il fut l'ami de Genevoix, qui l'immortalisa en faisant de lui l'un des héros de *Ceux de 14*. Parce que ses notes, contrepoint du travail romanesque de son camarade,

11 NOVEMBRE

Ils gardent des droits sur nous

14-18, première guerre industrielle, totale, représente une rupture absolue avec tous les conflits qui l'avaient précédée, si cruels fussent-ils.



apporte à celui-ci une authenticité parfois mise en doute. Parce que, et c'est l'essentiel, M^{me} Porchon, qui perdit en quelques semaines ses deux fils, un gendre et l'un de ses frères, méritait que la trace de l'enfant disparu, pour lequel elle réunit avec tant de ferveur témoignages et reliques, fût conservée et transmise. C'est chose faite et l'on souhaiterait que chacun des noms inscrits sur nos monuments pût en avoir autant. Ce serait justice.

Les *Carnets de guerre* de l'adjudant Édouard Cœurdevey sont d'une autre sorte, au point de détonner au milieu de cette abondante littérature. À la différence de Porchon, fils de notaire et neveu d'officiers généraux de l'Orléanais, Cœurdevey sort d'une très modeste famille comtoise. Placé comme domestique, il étudia seul, se révèle si brillant qu'il poursuivra des études universitaires. Germaniste, il n'éprouve pas, au début, la haine du "Boche", attitude que les bombardements de Reims modifient radicalement, car ce catholique fervent s'indigne de la destruction de la cathédrale « *de saint Remy, de saint Louis et Jeanne d'Arc* ». Cœurdevey possède un rare talent d'observation, une lucidité souvent douloureuse face à l'absurdité de ce qu'il voit,

et une jolie plume pour rendre ces impressions. Surtout, sous-officier à l'état-major, une place de "planqué", ce dont il souffrira jusqu'en 1917, date où il est envoyé en première ligne, il a tout le temps pour rédiger ces douze carnets, tantôt touchants, tantôt féroces qui renvoient, de la France de l'époque, une image pas toujours idyllique, mêlant aux croquis du reporter des analyses d'une belle acuité que l'avenir, hélas, ne devait pas démentir.

Les pensées d'un rat

Pourquoi Pierre Chaine et ses *Mémoires d'un rat*, suivis des *Commentaires de Ferdinand*, ancien rat des tranchées, n'ont-ils pas recueilli auprès de la postérité l'écho et l'affection qu'ils méritaient ? À peine s'ils figurent en quelques bibliographies, signalés mais jamais lus, faute, il est vrai, d'avoir été réédités. Ils viennent de l'être et ce texte publié en 1917 mérite impérativement d'être redécouvert. On sait qu'avec les poux et la boue, les rats constituèrent l'une des plaies quotidiennes des tranchées. Leur tête fut mise à prix, pas longtemps, faute de toucher les primes. Cet oubli des parlementaires, qui avaient légiféré

à moitié, sauve la vie de "Ferdinand", raton aventureux capturé par le poilu Juvenet, lequel n'a pas le courage de tracter la bestiole et décide de l'apprivoiser. Or, Ferdinand, devenu la mascotte du régiment, est un rat supérieurement intelligent, d'une grande délicatesse d'âme, d'un intransigent patriotisme, et qui participe de tout son cœur de rongeur à la défense nationale.

Un livre vivant et proche

Évidemment, l'avantage de Ferdinand sur Juvenet est de faire preuve d'un franc-parler interdit aux humains qui lui permet d'émettre des jugements profonds sur la vie, la mort, l'héroïsme, le lamentable quotidien, la cruauté et la bêtise des hommes, l'amour, l'infidélité et mille autres sujets, le tout dans une langue élégante et avec beaucoup de tact. C'est admirable, parfois bouleversant. Est-ce l'artifice littéraire consistant à prêter la parole à un animal qui gêna ? Ferdinand n'est pas Dorgelès, Genevoix ou Barbusse. Il n'empêche que, dans sa sincérité, sa fausse candeur, sa pudeur qui évite l'insoutenable, il émeut et, tel quel, représente la meilleure initiation à l'histoire de la Grande Guerre que vous puissiez proposer à des enfants et des adolescents.

Historiens et commentateurs débattent depuis près de quatre-vingt-dix ans de la valeur de ces témoignages et de l'acceptation plus ou moins consciente de leurs auteurs face à la boucherie et à leurs propres souffrances. Tout juste si les témoins ne sont pas accusés de s'être complus dans leur malheur, d'en être devenus les complices. L'horreur rétrospective qu'inspire cette guerre occulte les sentiments de ceux qui



la firent et eurent de meilleures raisons de s'en plaindre que nous.

Gérard Guicheteau et Jean-Claude Simoën ne tombent pas dans ce travers ; leur chronique des *Années sanglantes* se veut l'écho aussi fidèle que possible des faits qui frappèrent et meurtrirent davantage les contemporains. Il s'agit aussi bien des ultimes combats de la cavalerie pendant l'été 14, de l'insoutenable souffrance des chevaux, que de la surprise devant les progrès de la technique et leurs effets ravageurs ; des magouilles de Caillaux et Malvy ; des zeppelins bombardant Paris, et des cibles notoirement civiles, nouveau visage de la guerre ; des hommes du front d'Orient, méconnus et mal aimés. Passent là le président Poincaré, très inquiet des malheurs de son chat, Clemenceau mué en Tigre, un policier des Renseignements généraux prompt à juger de l'humeur des planqués, et bien d'autres, célèbres ou pas, qui furent cette France de 14-18, dont l'héroïsme consenti, assumé, contrebalança les fautes et les erreurs de certains. Au final, cela donne un beau livre qui, sans y paraître, aborde l'essentiel et le rend étonnamment vivant, et proche.

ANNE BERNET

* *Sous-lieutenant Robert Porchon : Carnet de route. La Table ronde, 206 p., 19,50 euros.*

* *Édouard Cœurdevey : Carnets de guerre. Plon, 930 p., 27 euros.*

* *Pierre Chaine : Mémoires d'un rat, suivi des Commentaires de Ferdinand, ancien rat des tranchées. Tallandier Texto, 240 p., 8 euros.*

* *Gérard Guicheteau et Jean-Claude Simoën : Les Années sanglantes. Fayard, 455 p., 20 euros.*

Que reste-t-il désormais de ces hommes, de ceux qui n'ont pu ou voulu écrire, ni parler ? Quelques souvenirs, des anecdotes éculées, les moins dérangeantes, que leur famille n'écoutait pas, de pauvres objets abandonnés dans des armoires ou des greniers. Rien parfois s'agissant de garçons qui ne sont pas revenus et n'avaient pas d'épouse, d'enfants pour se souvenir d'eux après que les parents aient disparu ... Deux albums leur rendent hommage à travers des objets arrachés au temps et à la destruction.

Souvenirs et destins de Poilus de Jordan Gaspin s'appuie sur les collections du musée de l'Armée. Il y a là d'authentiques souvenirs historiques, de la djellaba du futur maréchal Juin à la valise autel du fameux père Lenoir, l'aumônier des zouaves, en passant par des armes ou des effets personnels ayant appartenu à des héros. Dans ce grand déploiement martial, le pingouin en peluche porte-bonheur arraché à la carcasse en flammes de l'avion de Pégoud, ou Toto, poupée

offerte par sa fiancée au maréchal des logis Danton, photographe amateur qui met le petit personnage en scène là où lui-même ne veut pas se représenter prennent, a contrario, une valeur navrante, la part, misérable, de la tendresse et de la normalité au milieu de l'horreur et du chaos.

Pire encore, *Mémoires d'objets, Mémoires d'hommes*, de François Bertin car la plupart des vestiges représentés ont été arrachés à la boue des champs de bataille qui englobèrent leurs propriétaires. Y figurent un gilet

pare-balles primitif que des parents anxieux avaient envoyé à leur Tommy, un périscope destiné à un jeune officier allemand dans le faible espoir qu'il s'exposerait moins, et une médaille de la Sainte Vierge qui, plus efficace que le reste, arrêta réellement la balle mortelle destinée à un soldat français ...

Il n'est pas que des objets à réparer à l'improviste, et comment s'en étonner, sachant qu'il y eut 700 000 disparus ? L'ur-

banisation des anciens champs de bataille, les chantiers du TGV ou des autoroutes ramènent à la surface, outre les vestiges des tranchées, de nombreux corps qui posent de douloureux problèmes aux archéologues, incapables de mettre, entre eux et ces défunts, la distanciation nécessaire. Ces morts, parfois, ont des proches, et, dans tous les cas, droit à une tombe convenable. L'archéologie de la Grande Guerre, science récente, illustrée par la découverte de la dépouille d'Alain-Fournier, pose des problèmes particuliers, souvent dangereux, toujours pénibles. Yves Desfossés, Alain Jacques et Gilles Priloux les exposent, exemples à l'appui. C'est certainement le plus exigeant des "devoirs de mémoire", le plus tragique aussi.

Le photographe Jean Richardot s'en est imposé un autre : retrouver les derniers vestiges visibles du conflit, non pas ceux officialisés, cimetières ou monuments historiques, mais les traces en train de s'effacer - tombes du front, barbelés,

bunkers, cagnas, ruines, tranchées, inscriptions - dont le temps, bientôt, aura raison. Dans *Cicatrices*, deux historiens, un Français, Stéphane Audoin-Rouzeau, un Allemand, Gerd Krumeich, analysent ces clichés, chacun avec sa sensibilité propre, parfois complémentaire, parfois conflictuelle. Ces belles et tristes images en noir et blanc disent la vanité des passions humaines, la brièveté de la vie, et l'étrange faculté d'oubli des hommes. Et pourtant, n'est-ce pas, « *ils ont des droits sur nous* » ...

A.B.

* *Jordan Gaspin : Souvenirs et Destins de Poilus. Ouest-France, 125 p., 15,90 euros.*

* *François Bertin : Mémoires d'objets, Mémoires d'hommes, 1914-1918. Ouest-France, 95 p., 12 euros.*

* *Yves Desfossés, Alain Jacques et Gilles Priloux : L'Archéologie de la Grande Guerre. Ouest-France, 127 p., 15,90 euros.*

* *Stéphane Audoin-Rouzeau, Gerd Krumeich et Jean Richardot : Cicatrices. Tallandier, 192 p., 39 euros.*

Après son père, épuisé par ses aventures en Amérique, Hertel de Rouville fut capturé par les Iroquois à dix-neuf ans. Il apprit leur langue avant de s'échapper au bout de deux ans. Il se distingua parmi nos alliés Peaux-Rouges lors de campagnes menées en 1660 et 1680 ; il participa à l'attaque contre les Sénécas en 1687 ; il prit part à celle de Salmon Falls en 1690, où cinquante Franco-Indiens tuèrent trente-quatre Britanniques et ramenèrent cinquante-quatre prisonniers... Il devint spécialiste des raids en territoire ennemi.

Dans le froid...

Après l'assassinat d'un indien Penobscots, parent de l'épouse d'un noble français, les Wôbanakiac (Abénaquis) rameutèrent deux cent cinquante guerriers. Hertel partit avec quatre de ses frères. Ils se dirigèrent en février 1704 vers Deerfield, le premier établissement anglais sur la frontière du Massachusetts. Les Abénaquis avaient effectué déjà plusieurs raids, le 6 octobre 1693 et le 16 septembre 1696 à Deerfield et Hartfield, capturant des prisonniers. Le nouveau gouverneur Frontenac lançait une seconde riposte, réagissant aux exactions iroquoises à Lachine, fomentées par les Anglais. Le détachement partit de Montréal et traversa les glaces de la rivière Richelieu et du lac Champlain. Les raquettes aux pieds, ils affrontèrent, sans le confort moderne, un froid d'une

□ **LES 400 ANS DU QUÉBEC**

À la rencontre des héros de Deerfield

Le 28 février 1704, un raid est lancé contre Deerfield, où s'illustrent notamment Jean-Baptiste Hertel de Rouville et Tsohahisen. Un aperçu des exploits accomplis par les serviteurs de la Nouvelle-France.



Jean-Baptiste Hertel de Rouville
1668-1722

rigueur inimaginable aujourd'hui. Le 28 février, ils étaient devant la bourgade. Il faisait nuit, l'enceinte de bois se trouvait face à eux... Quatre pieds de neige recouvraient le sol, un vent glacial soufflait. Les éclaireurs ne remarquèrent aucune sentinelle : le froid les avait sûrement chassées, et, de toute façon, qui s'attendaient à voir les Français ici ? Hertel et ses hommes bondirent dans la place, les Indiens poussant des cris de terreur. Ils se divisèrent en plusieurs bandes

pour frapper tous les points en même temps. Les maisons furent assaillies et quarante-sept défenseurs perdirent la vie. Pendant l'assaut d'une habitation, l'enseigne de Batilly tomba, gravement blessé. Les Hurons le portèrent à l'abri, tandis que l'attaque se poursuivait, Hertel se lançant à son tour. Touché au bras, il se couvrit d'un chiffon et repartit au combat.

Les affrontements durèrent depuis trois heures et, déjà, les Indiens emmenaient leurs lots de

captifs. Le village était en feu. Soudain, côté sud, Hertel entendit du bruit, annonçant sûrement des renforts britanniques. Il avait envisagé ce risque, prévoyant un point de repli le long du fleuve. Il fit couvrir la retraite par son frère René et des miliciens, des Wôbanakiaks et Wendats. Les Anglais tentèrent de poursuivre le "commando" encombré de cent vingt prisonniers, mais des hommes les attendaient, dissimulés en embuscade, mousquets au poing. Les Godons (Anglais) se firent une nouvelle fois étriller et s'enfuirent en laissant encore quelques morts sur la neige.

Sacrifice rituel

Des mocassins furent distribués pour la marche des prisonniers. Peut-être survint la mort de l'enseigne François-Marie de Batilly, le grand chef Tsawenhohi. En conséquence, le rituel indien exigeait le sacrifice dans la torture et le feu d'un prisonnier. Le père de Couvert s'y opposa, jugeant cette pratique contraire aux enseignements de l'Évangile dont de nombreux Indiens commençaient à être imprégnés, et sur-

tout ceux de Lorette. Tsohahisen sympathisa avec le prisonnier appelé à être sacrifié, montrant au Britannique qu'un Indien n'est pas un être du diable. Un conseil s'était formé après le décès. Pour beaucoup d'Indiens, un cas de conscience se posait entre le respect de la tradition autochtone du sacrifice dans d'atroces souffrances et les préceptes chrétiens. Tsohahisen intervint avec fougue en proclamant sa fierté de chrétien de Lorette, et son refus de salir la réputation de sa communauté dans un bain de sang inutile et honteux. D'autres défendirent le respect des coutumes ancestrales, inspirant la crainte chez les ennemis. Tsohahisen l'avait compris. En fin diplomate, il réclama en guerrier sa part de prisonniers, incluant celui devant être immolé. Il formula son exigence avec fermeté et personne n'osa le contredire.

La route fut longue pour le retour, qui dura quelques mois. Les jeunes guerriers rentrèrent au village fiers de leurs combats. Tsohahisen était maintenant un homme mûr, qui avait gagné l'estime des anciens par sa façon d'agir sans malmener ni la »»»

Cette année-là, la trente-quatrième de son règne, Philippe II Auguste, quarante-neuf ans, fils de Louis VII le Jeune (1120-1180) et d'Alix de Champagne, était toujours engagé dans la difficile reconquête de son royaume, amputé à la génération précédente par suite du caprice de la première épouse de son père, la très belle mais trop volage Aliénor d'Aquitaine.

Celle-ci, en effet, dès qu'elle avait obtenu de Rome en 1152 l'annulation de son mariage, s'était empressée de se jeter dans les bras d'Henri Plantagenêt, duc de Normandie, comte du Maine, comte d'Anjou, et avait emporté dans ses bagages les terres appartenant à son propre héritage : le Poitou, le Limousin, une partie de l'Auvergne, le Périgord, le Bordelais et la Gascogne ! Comme un an plus tard, l'insatiable Plantagenêt s'était fait reconnaître roi d'Angleterre sous le nom d'Henri II, la moitié de la France était devenue anglaise...

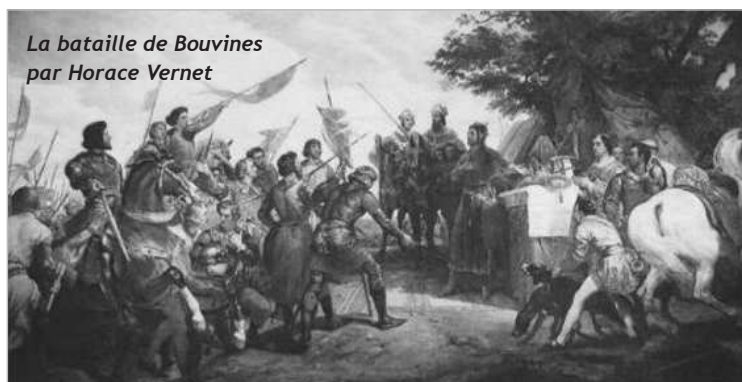
Face à un ogre

Face à un tel ogre, Louis le Jeune s'était trouvé quelque peu déconcerté, mais n'avait nullement perdu la face, affirmant sa souveraineté de droit sur toutes ces terres françaises dont la possession faisait d'Henri et d'Aliénor des vassaux du roi de France. Louis avait même soutenu la révolte des fils Plantagenêt contre leur insupportable père - révolte encouragée par Aliénor elle-

□ **CETTE ANNÉE-LÀ : 1214**

Le roi et le sentiment national

Bénéficiant du soutien populaire, levant en masse les milices communales, Philippe-Auguste fait de sa poitrine le bouclier de l'indépendance française.



La bataille de Bouvines par Horace Vernet

même, obligée un jour de demander à son premier mari protection contre son second...

Devenu roi à quinze ans, et déjà fin calculateur, Philippe Auguste avait repris cette habile - et très capétienne - politique, se liant d'amitié avec le révolté Richard Cœur de Lion, lequel devint roi d'Angleterre à la mort d'Henri II en 1189. Philippe s'était alors aussitôt fait l'ami du jeune Jean Sans Terre révolté contre Richard parti pour la troisième Croisade où il affrontait Saladin. Dès son retour, Richard avait voulu reprendre tout ce qu'avait cédé Jean, mais il fut occis lors du siège de Châlus en Limousin en 1199. L'accession au trône anglais

du cruel et immoral Jean Sans Terre ayant provoqué l'ire de son neveu Arthur de Bretagne, Philippe Auguste s'était évidemment lié à ce dernier, puis (quand Jean Sans Terre l'eut fait assassiner) à ses vassaux. C'est ainsi qu'en quelques années de sièges, d'escarmouches et de démantèlements de châteaux, le roi de France avait réussi à reconquérir la Normandie, puis le Maine, l'Anjou, la Touraine et le Poitou.

Pourtant, en 1214, tout risquait d'être remis en cause. Alors qu'une invasion de l'Angleterre était envisagée, les féodaux de Boulogne et de Flandre, jaloux des Capétiens, négociaient depuis déjà un an une entente contre la

France entre Jean Sans Terre et l'empereur germanique Othon IV de Brunswick. Le danger devenait terrible. Il était temps d'organiser une résistance, à l'instar de celle de 1124 au temps de Louis VI le Gros (L'AF 2000 du 19 juin 2008).

Bouvines

Cette fois ce fut encore plus merveilleux. Après qu'au printemps, le jeune Louis (futur Louis VIII) eut vaincu Jean Sans Terre en l'expulsant de la forteresse de La Roche-aux-Moines dans l'actuel Maine-et-Loire, Philippe-Auguste, assuré du soutien du pape Innocent III, s'élança vers les coalisés malgré l'infériorité en nombre de ses troupes. Alors il remua l'extraordinaire fibre française qui devait si souvent faire miracle dans notre histoire : on leva en masse les milices communales ; bourgeois, paysans, petites gens se lancèrent avec enthousiasme, entendant le roi leur dire, selon Bainville : « *Je porte la couronne mais je suis un homme comme vous.* »

Contrairement à toutes les lois de la chrétienté, Othon engagea la bataille le dimanche 27 juillet



à Bouvines (actuel Nord) au pont sur la Marque, mais Philippe prit personnellement tous les risques, faisant de sa poitrine le bouclier de l'indépendance française. Un temps désarçonné, mais remis en selle sur un cheval sain, il poussa l'Empereur à battre en retraite avec toute sa troupe hétéroclite. La victoire était totale. Ce fut l'allégresse dans la France entière en cette belle saison des moissons.

Les semaines suivantes, tandis qu'Othon, déjà excommunié, renonçait à l'empire, et qu'en Angleterre l'ignoble Jean Sans Terre se voyait imposer par ses barons révoltés la Grande Charte qui amoindrait pour toujours la couronne anglaise, le roi de France resplendissait dans les cœurs de tous les Français comme l'incarnation du sentiment national.

Cette même année, trois mois plus tôt, le 25 avril, était né à Poissy le petit-fils du roi, fils du futur Louis VIII et de Blanche de Castille (petite-fille d'Aliénor) un petit Louis qui serait le saint roi Louis IX...

MICHEL FROMENTOUX

»»» tradition ancestrale du peuple Wendat, ni sa nouvelle foi chrétienne. Trois prisonniers furent adoptés dans sa tribu. Jonathan rejoignit ainsi le clan du Loup de la tribu Attignaenongnehac, sous le nom de Hihwaten ("mon neveu"). Ami de Tsohahisen, il devint un bon pêcheur, un bon chasseur, fabriqua des raquettes et des canoës. Mais un jour à Québec, il fut enlevé par le fils d'un gouverneur anglais. Tsohahisen, quant à lui, confirma qu'il était devenu un grand guerrier, craint et respecté, un ondwatuehte de Yarihwa (chef de guerre du clan du Loup).

Humanité

Écoutons l'historien américain William Smith : « *Conduits à Montréal, ces infortunés y furent reçus avec humanité par les Français, contrairement à ce qui se passait à Boston, où les prisonniers abénaquis et canadiens subissaient les plus mauvais traitements.* » (*History of Vermont*) Plusieurs enfants britanniques furent rachetés aux Amérindiens par les Canadiens et grandirent en Nouvelle-France, demandant leur naturalisation en 1710-1713. (Cf M. Fourmier, *De la Nouvelle-Angleterre à la Nouvelle-France*, 1992). Citons l'exemple de John Carter, amené au Canada à l'âge de neuf ans par les Iroquois de Kahnawake, qui fut racheté par Jacques Vandry de Pointe-aux-Trombles et naturalisé en 1710 ; il se maria, eut sept enfants, et fut baptisé en 1724. Ou celui de Martha French, prisonnière à neuf ans, restée deux ans parmi les Indiens, rachetée par Antoine Paucard est naturalisée en 1710 ; elle se maria et donna naissance à dix enfants.

Un combattant exceptionnel

Face à l'attaque des armées anglaises de 1709, orchestrée par Nicholson, le marquis de Vaudreuil battit le rappel de tous les combattants, et Tsohahisen fut de ceux-ci. Il se distingua à tel point que le père jésuite Louis d'Avagour écrivit de lui qu'il s'était bien battu, toujours le premier, incitant à bien vivre et combattre, couvert de blessures honorables... Si on en avait trouvé dix tels que lui dans les autres nations du Canada, ajoutait-il, les Français n'auraient plus connu d'ennemis...

L'alliance amérindienne fut réactivée en 1720 pour répondre aux agressions anglaises contre les Abénaquis de Nouvelle-Angleterre. Le village de Lorette fut endeuillé par la perte d'un autre chef lors de l'attaque sur Rutland en 1723.

Hertel obtint, avec le gouverneur Frontenac, une commission dans les troupes de la Marine après neuf ans de guerre. Il fut gratifié par Louis XIV d'un titre de noblesse en 1716. Il fut promu lieutenant en 1696 et capitaine en 1712. Il se maria en 1698 et obtint la Croix de Saint-Louis (haute distinction militaire de la royauté) en 1721. En 1708, il participa au raid manqué sur Haverhill (Massachusetts), où son frère René trouva la mort. Souvenons-nous...

FREDERIC WINKLER

□ OUR BODY

Des cadavres en spectacle

Cette exposition qui se veut pédagogique est le symptôme du nouveau rapport que nos contemporains entretiennent à la mort.

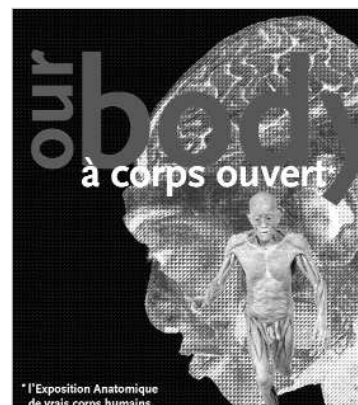
Après plusieurs mois à Lyon où elle a connu un franc succès, l'exposition "Our body" sera maintenant accessible au grand public à Marseille. Exposition anatomique de vrais corps humains, de cadavres dont il s'agit de montrer l'intériorité, "Our body" nous montre la part la plus inaccessible de nous-mêmes, celle qui se trouve "sous la peau".

Vulgariser l'anatomie humaine ?

On peut y observer des corps écorchés, voire découpés et exposés dans des positions qui sont proches du quotidien des vivants, tous fixés dans des postures moulées pour l'éternité. Pour à peu près 15 euros, il est possible à toute personne, y compris aux enfants, de découvrir un spectacle aux "vertus" à la fois scientifiques et esthétiques, un spectacle qui n'était jusqu'alors réservé qu'au seul corps médical étudiant l'anatomie humaine. On peut néanmoins se demander si ce genre d'exposition n'est pas symptomatique d'un rapport nouveau que l'homme entretient à la mort.

L'objectif fixé par les organisateurs de cette exposition est, selon leurs propres dires, de « faire de la pédagogie » et non de l'art : il s'agit de « vulgariser l'anatomie humaine ». Le mot "anatomie" pourrait être pris ici dans tous les sens du terme : il s'agit aussi bien de découvrir la structure de l'organisme vivant que la branche de la biologie qui étudie cette même structure. On pourrait donc penser dans un premier temps que la raison d'être

de cette exposition est purement scientifique. Pourtant, si l'on se fie à la fascination qu'elle exerce, on peut légitimement s'interroger sur le caractère rationnel de cette curiosité.



Une perversion profonde du regard que l'homme porte sur son corps

Alors que la crémation se veut une pratique de plus en plus courante (des sondages indiquent que 51 % des Français préféreraient être incinérés plutôt qu'enterrés), fixer des corps entièrement remodelés par la science (l'eau contenue dans les tissus humains a été remplacée par des polymères qui, en durcissant, donnent un aspect plastifié à la chair) ne peut qu'inspirer une certaine perplexité, voire un franc dégoût. Il y a même lieu de penser qu'elle constitue une transgression fondamentale du respect dû aux morts puisque ce qui disparaît ici, c'est le lieu où le corps mort a jusqu'à présent toujours été mis à l'abri, c'est-à-dire dissimulé à la vue des autres. En l'absence de sépulture, c'est le caractère sa-

cré de la mort qui est proprement remis en question. En effet, on sait par l'intermédiaire de la paléo-anthropologie que l'une des caractéristiques spécifiques de l'espèce humaine est le sort particulier qu'elle confère à ses défunts. Ceux-ci ne sont jamais abandonnés dans la nature, mais au contraire leur disparition du monde des vivants est ritualisée : les premières tombes annoncent le passage de la nature à la culture et voient avec elles l'émergence du sentiment religieux. De même, la petite Antigone dans la pièce éponyme de Sophocle préfère mourir plutôt que de laisser le corps de son frère Polynice livré aux bêtes : les rites funéraires semblent pour l'âme grecque plus importants que les lois humaines.

Voyeurisme

Que dire alors de ces corps morts ainsi livrés à la curiosité humaine ? Pour Michel Foucault, « ouvrir quelques cadavres » fut l'acte fondateur de la clinique, ce qui signifie que le progrès de la science ne pouvait être que sacrilège. Mais entre les dissections de Vésale et le spectacle de ces corps, sans doute faut-il voir autre chose qu'une pure affaire de science. C'est en ce sens que le Comité national d'éthique, doutant de la dimension pédagogique de cette exposition, a émis un avis très négatif à son sujet. Insistant sur la mise en scène commerciale des corps, celui-ci a estimé que la dimension de « voyeurisme » est pour le moins flagrante. Ce regard purement « technique », voire « techni-

ciste » porté sur l'anatomie humaine nie la singularité du vécu de ces personnes et les transforme en simples objets. En particulier, en ce qui concerne la représentation de la mort, le communiqué du Comité d'éthique indique que « l'idée que l'on peut approcher la mort de l'autre sans risque suppose que cet autre soit tellement anonymisé qu'il n'y ait plus de référence à quelque dignité humaine que ce soit. Or, bien qu'anonymes, les corps représentés n'en ont pas moins été des individus ; leur exhibition (et leur réification) constituent une atteinte à leur identité, et donc à leur dignité. »

On peut ajouter que la plastination des corps qui est la conséquence de leur polymérisation leur confère des vertus esthétiques qui ne peuvent être que suspectes. Selon Charles Melman, psychiatre et psychanalyste de renom, ce genre d'exposition manifeste une jouissance « scopique » de la mort, une forme de « nécrophilie » qui va de pair avec une nouvelle économie psychique non plus centrée sur le refoulement, mais sur l'exhibition de la jouissance. En ce sens, malgré ses prétentions, on peut estimer qu'elle constitue une perversion profonde du regard que l'homme peut porter sur son corps.

GAËL FONTS

POUR MIEUX CONNAÎTRE BLOIS

Le quartier de Foix-Saint Nicolas à Blois méritait un livre, à nouveau disponible avec la réédition de l'ouvrage de Claude Dietschy-Picard : *Promenades dans le quartier de Foix*.

L'auteur, arrivé à Blois en 1972, est un grand spécialiste d'Alfred de Vigny. Membre de l'Académie de Versailles, elle avait publié en 1964 une *Histoire du quartier de Porche-fontaine*, aujourd'hui versailles. Installée dans le quartier de Foix, c'est avec beaucoup de plaisir qu'elle le parcourt et s'employa à en écrire l'histoire. Ses recherches sur le terrain lui ont permis de découvrir, entre autres, des caves voûtées à l'ancienne et de s'imprégner de toutes les richesses architecturales du quartier. Les souvenirs historiques sur l'abbatiale de Saint-Laumer, l'Hôtel-Dieu, le couvent des Carmélites ou les bateliers de la Loire alimentent son propos. La petite histoire, celle des habitants qui vécurent dans le quartier depuis des siècles, n'est pas oubliée, non plus que les implications du quartier dans les grands événements qui marquèrent l'histoire de Blois. ■

* Éd. Hugues de Froberville, 33 rue Saint Lubin, 41000 Blois (Tél : 06 74 07 27 92), 29 euros + 4 euros (frais de port).

□ PEINTURE

Un livre de Jean Prévost

Paysages de Normandie ou d'Ardèche, bouquets de fleurs, femmes éclatantes de vie... Un peintre à découvrir dans un bel ouvrage ramené du Salon d'Automne.

Le Salon d'Automne vient de fermer ses portes et, comme chaque année, Noël Coret, son directeur, y a accueilli pour de trop courtes journées une foule de visiteurs. M^{me} le ministre de la Culture y fit même une apparition remarquée. Nous en revenons, certes les yeux éblouis et parfois charmés d'insolites découvertes, mais de plus, cette année, chargés d'un bel ouvrage ¹ montrant l'œuvre du peintre Jean Prévost. Ce livre, de beau format, en généreuse quadrichromie, est de plus préfacé par la plume chaleureuse et amicale de Michel Fromentoux.

On a hâte de rentrer pour le feuilleter à loisir. S'y retrouvent les paysages de Normandie ou d'Ardèche, les bouquets de fleurs sur kilims ou tissus africains, aux tons vibrants, mes préférés, et



aussi *Le Compotier, pommes et carafe* dont je raffole, mais se l'offrir est une autre affaire ! J'aime aussi ces femmes bien en chair, éclatantes de vie, les languoureuses "majas" ou celles qui "tangotent" comme à Buenos Aires. Outre la préface de Michel Fromentoux, il y a un plaisant texte de Noël Coret et également des extraits de presse saluant le

travail de l'artiste ces dernières années. Il semblerait, toutefois, que l'œil pourtant affûté de Jean Prévost ait glissé, sans le voir, sur certain papier de *L'Action Française* de décembre 2006 à lui consacré. On sourit de constater que le souci "marketing" (sic) n'est pas absent de cette réalisation éditoriale. Textes et articles nous sont, en effet, présentés également "translated into english". Why not ? And good luck to you, Maître !

MONIQUE BEAUMONT

1 - Éd. Deltaconcept, format 24x26, 56 p., 35 euros. Commande auprès de l'auteur par courriel à l'adresse prevostjean@free.fr ou par téléphone au 01 42 29 29 47. Site Internet : www.jeanprevost.com

Le quatre-vingt-dixième anniversaire de l'Armistice a donné l'occasion à notre confrère *La Nef* (novembre 2008) d'un substantiel dossier dont le titre, *La fin des monarchies*, est fort discutable mais dont le contenu suscite d'importantes réflexions. Michel Toda analyse finement ce violent tournant de l'histoire où l'on vit disparaître les trois grands empires allemand, austro-hongrois et russe. Ils semblaient pourtant bien établis et une lettre de l'empereur Guillaume II à son cousin le tsar Nicolas II en 1895 reflète l'état d'esprit de ces monarques qui ne se contentaient pas de régner : « *Le Ciel nous a confié un devoir sacré, à nous Rois et Empereurs chrétiens, maintenir le principe du droit divin.* »

Table rase

Entraînés par le jeu des alliances dans un conflit démentiel, ces trois puissances s'évanouirent, emportant dans leur chute vingt-deux vieilles monarchies allemandes dont la Bavière, la Saxe et le Wurtemberg. Sur la table ainsi rasée, les traités d'après guerre retracèrent les frontières selon l'idéologie wilsonienne, elle-même héritière du rousseauisme. Tout le passé fut nié au nom de ce curieux "principe des nationalités" que les professeurs Jean-Pierre Deschodt et Guillaume Bernard décrivent comme « *une mystérieuse croyance qui considère le libre jeu du groupement d'individus comme le révélateur de l'émergence du corps social et du droit national* ». Ils montrent aussi que cette idéologie s'accompagne du rejet de la tradition, même dans le choix du régime politique, lequel « *doit exprimer la volonté d'une époque donnée. Le droit des nationalités ne vise pas la défense des identités, il manifeste la faculté de nier le passé au nom du dogme volontariste et de défaire les États et leurs régimes politiques au nom de l'idée dominante du moment.* »

□ **POLÉMIQUE**

La fin des monarchies ?

Trois empires et vingt-deux monarchies emportés entre 1914 et 1918 dans un vent de folie révolutionnaire : cela ne saurait signifier que la monarchie ait à jamais démerité.



Charles 1^{er}, dernier empereur d'Autriche
À ses côtés, l'impératrice Zita

De ce nationalitarisme, comme l'appelait René Johannet, caricature du nationalisme, allaient sortir tous les déséquilibres qui firent exploser l'Europe une fois de plus vingt ans plus tard, mais aussi, ajouterons-nous, l'actuelle utopie européiste qui envisage l'Europe comme un glacis sans histoire et sans traditions sur lequel on doit librement faire des affaires, utopie à laquelle les souverainistes ne s'opposent radicalement que dans la mesure où ils insèrent leur combat dans les grandes traditions politiques qui ont créé la nation, c'est-à-dire en renouant avec le vrai nationalisme qui n'esquive pas la question du régime politique.

Car nous ne sommes pas condamnés à vivre pour toujours dans la médiocrité républicaine. Michel Toda porte un peu vite le deuil de la monarchie : « *En 1919,*

une large portion du continent passait à la forme républicaine et les royautés subsistantes assez incolores (hormis les balkaniques) se fondaient dans le paysage bourgeois-libéral maintenant en vigueur. » Il semble même reprocher à l'Action française d'avoir, en approuvant la guerre menée par l'Entente contre les empires centraux, contribué à abattre les grandes dynasties d'alors !

Nous répondrons amicalement à Michel Toda que l'Action française a fait alors son devoir et qu'elle n'avait aucune raison de ménager l'Allemagne fraîchement érigée en empire, donc livrée à ses démons belliqueux et expansionnistes. Celle-ci constituait, par son unité même, conséquence ultime des guerres de la Révolution et de la politique stupide des deux Napoléon, un grave facteur d'instabilité en Europe. Les Habs-

bourg, en revanche, comme dit Toda, « *fondaient l'ordre européen* » et l'Action française a toujours regretté qu'en 1917 les pourparlers de paix séparée avec l'Autriche par le truchement des princes de Bourbon Parme aient été méprisés par la République. Cela aurait épargné à l'Europe, entre autres malheurs, le pangermanisme hitlérien dans les années suivantes... Rendre l'Action française responsable en partie de la chute des couronnes allemandes et du royaume austro-hongrois victimes d'agents révolutionnaires qui ont profité de la défaite est lui tenter un faux procès.

L'espérance est monarchique

Quant à dire que l'idéal monarchique ne se relèvera jamais de ce mauvais coup et que les monarchies d'aujourd'hui ne sont plus que des « ombres » qui excitent l'ardeur polémique de Michel Toda, les portraits que nous avons dressés dans ces colonnes (tous les numéros de *L'AF 2000* du 12 juin au 16 octobre) des souverains actuellement régnant en Europe montrent au contraire que, même si leur rôle est purement moral pour certains, même si trop d'entre eux veulent ressembler à « *l'homme moyen mondial* », leur action au-dessus des partis n'est en rien négligeable : ils peuvent même tenir la clef des situations difficiles en cas de crise ministérielle et les populations leur savent gré, très majoritairement, d'incarner la continuité historique, le lien de chair et de sang qui transcende les bouleversements du monde.



Le prince Jean, duc de Vendôme
La monarchie a un avenir

Comme le dit Yves-Marie Adeline, après avoir justement précisé que le développement technique de la modernité n'est pour rien dans la question : « *Tant qu'il y a un roi, il y a une espérance. Les modes démagogiques passeront comme toutes les modes, et alors, pour les États qui auront eu la chance de conserver leur monarchie, la renaissance sera plus facile.* »

De toute façon, pour nous Français, il ne s'agit pas de chercher un modèle dans les monarchies étrangères, actuelles ou anciennes, mais de se convaincre que la France aujourd'hui tant remise en cause a toujours besoin de la monarchie capétienne à laquelle elle doit la vie et sa continuité d'âge en âge. Comment le prince devenu roi concilierait-il la tradition qu'il incarne avec les nécessités du monde moderne, c'est à lui qu'il appartiendrait de prendre ses décisions s'inspirant des grands exemples de ses prédécesseurs ayant dû affronter déjà de vastes bouleversements tant dans les techniques que dans les mentalités. Non soumis aux aléas électoraux, donc disposant à la fois de l'expérience ancestrale et du temps devant soi, il garderait dans la frénésie du monde actuel, plus que nos idéologues à la mode, la tête froide et une sage vision des choses.

Moins que jamais il n'est temps de désespérer de la monarchie.

MICHEL FROMENTOUX

□ **LES GRANDS TEXTES POLITIQUES**

La monarchie chantée par Corneille

La liberté démocratique n'est qu'une dangereuse chimère... Le pire des États, c'est l'État populaire !

<p>Si l'amour de pays doit ici prévaloir, C'est son bien seulement que vous devez vouloir ; Et cette liberté, qui lui semble si chère, N'est pour Rome, seigneur, qu'un bien imaginaire, Plus nuisible qu'utile, et qui n'approche pas De celui qu'un bon prince apporte à ses États. Avec ordre et raison les honneurs il dispense, Avec discernement punit et récompense, Et dispose de tout en juste possesseur, Sans rien précipiter, de peur d'un successeur. Mais quand le peuple est maître, on n'agit [qu'en tumulte : La voix de la raison jamais ne se consulte ; Les honneurs sont vendus aux plus ambitieux,</p>	<p>L'autorité livrée aux plus séditeux. Ces petits souverains qu'il fait pour une année, Voyant d'un temps si court leur puissance bornée, Des plus heureux desseins font avorter le fruit, De peur de le laisser à celui qui les suit ; Comme ils ont peu de part au bien dont [ils ordonnent, Dans le champ du public largement [ils moissonnent, Assurés que chacun leur pardonne aisément, Espérant à son tour un pareil traitement : Le pire des États, c'est l'État populaire.</p>
---	--

CINNA, ACTE II, SCÈNE 1



Cinna mis en scène
par Jean-Claude Drouot
Théâtre régional
des Pays de la Loire

lité. Les consuls sont la préfiguration de nos élus : vite, faire avorter le projet dont le successeur recevrait le fruit ; s'en

mettre plein les poches ; assurés de l'impunité dans la République des camarades. La conclusion éclate, souveraine : « *Le pire des*

États, c'est l'État populaire. » Nommons Pierre Corneille camelot du Roi !

GÉRARD BAUDIN

L'AF EN PROVINCE

» LE HAVRE

Réunion du Cercle Jules Le-maître le premier lundi de chaque mois à 18 heures, salle René Cassin, 130 rue Anatole France. Rens. : 06 07 57 83 16.

» LIMOGES

S'adresser au docteur Charles, 1 rue Victor Schoelcher, 87000 LIMOGES. Tél : 05 55 43 38 16 ou 06 30 53 20 59.

» LYON

Cercle d'études le jeudi 20 novembre à 19 h 30. Rens. : 06 45 76 93 55 ; afelyon.tk ; lyonroyaliste@gmail.com

» SAINT-ÉTIENNE

Conférence étudiante le vendredi 21 novembre à 19 heures. Rens. : <http://afeforez.tk> ; srforez@gmail.com ; 06 88 80 91 99.

» AVIS AUX SECTIONS

Les annonces que vous souhaitez voir publier dans le journal doivent être adressées à *L'Action Française 2000*, Service Page militante, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS, ou par courriel à l'adresse suivante : pagemilitante@actionfrancaise.fr

Ces annonces doivent impérativement nous parvenir avant le lundi précédant la parution d'un numéro. Bien entendu, ne seront annoncées comme activités d'Action française que celles organisées par des groupes rattachés aux instances officielles.

COMMUNIQUÉ

■ À l'issue de la réunion du Comité directeur de l'Action française du 15 novembre et en plein accord avec l'ensemble de ses membres, j'ai décidé de nommer M. Olivier Perceval secrétaire général du mouvement d'Action française.

Ainsi se trouve rétabli le fonctionnement normal de nos structures : un secrétaire général désigné par le président du Comité directeur et par conséquent responsable devant lui.

Par ailleurs, en vue d'associer plus étroitement le journal et le mouvement à nos délibérations et à nos décisions, j'ai également demandé

à M^{lle} Marie-Gabrielle Pujo et à M. Olivier Perceval de venir siéger au Comité directeur, non à titre personnel et sans limite de durée comme c'est traditionnellement le cas, mais du fait de leurs fonctions respectives de directeur de la publication de *L'Action Française 2000* et de secrétaire général du mouvement, et pour la durée de leur mandat.



STÉPHANE BLANCHONNET,
PRÉSIDENT DU COMITÉ DIRECTEUR
DE L'ACTION FRANÇAISE



Anniversaire de la fondation des Camelots du Roi

Vous êtes tous conviés, ainsi que vos familles et amis,

À UN GRAND BANQUET DES VOLONTAIRES DU ROI, le samedi 22 novembre à 12 heures.

Merci de confirmer votre présence par courriel à l'adresse suivante : actionroyaliste@yahoo.fr (peu de places disponibles).



» AQUITAINE ET SUD-OUEST

Conférence : *Le Cardinal de Cabrières, un modèle de catholique et de royaliste français*. Avec la participation de M^{lle} Marguerite Puget, professeur agrégé de lettres, auteur de *La Vie pittoresque et valeureuse d'un cardinal : Anatole de Cabrières* (éd. Clovis, 2008, 9 euros). À Bordeaux, le vendredi 21 novembre à 19 h 30, au restaurant Le Xaintraillais, 114 boulevard du maréchal

Leclerc (à côté de la caserne). À Toulouse le samedi 22 novembre à 10 h 30 en centre-ville. À Biarritz le dimanche 23 novembre à 15 heures, 34 rue de Parme. Inscription pour Bordeaux ou Toulouse (repas) : 23 euros par personne. S'inscrire impérativement à : CAEC, BP 80093, 33035 BORDEAUX CEDEX. Règlement à l'inscription par chèque à l'ordre de : CAEC - CCP. 15 503 63 W. Renseignements : af-aquitaine.over-blog.com

Mise en ligne du site du GAR

Le Groupe d'Action royaliste (GAR) vient de mettre en ligne son site Internet. Cette structure associée à l'AF, qui entend se placer dans la continuité des camelots du Roi, est constituée

en majorité de jeunes travailleurs et adultes. Rendez-vous sur www.actionroyaliste.com

Insurrection

Le numéro 69 d'Insurrection est disponible en téléchargement sur Internet. Cet organe est une

école de formation, où de jeunes plumes côtoient des rédacteurs plus aguerris...

Le dossier est consacré à la « démocratie virtuelle » et à la vie par « procuration ».

Rendez-vous à cette adresse : www.insurrection.new.fr

COMMÉMORATION du 11 novembre

« Étudiant de France ! Le 11 novembre est resté pour toi jour de fête nationale et malgré l'ordre des autorités opprimantes, il sera jour de recueillement. [...] Le 11 novembre 1940 sera le signal d'une plus grande encore. »

Le 11 novembre 1940, la ville de Paris, occupée par l'armée allemande, voyait sa jeunesse braver l'interdiction de commémoration de l'Armistice et se rassembler pour fleurir la tombe du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe. Parmi ces étudiants figuraient de nombreux royalistes.

Le 11 novembre 2008, suivant la tradition, les royalistes d'Action française ont souhaité leur rendre hommage. Sous la pluie battante, ils furent une cinquantaine à se recueillir et à méditer le geste de ces adolescents, qui furent les premiers à relever la tête, préfigurant des actes de résistance. Déployant drapeaux tricolores, fleurdelisés et drapeaux des camelots du Roi, ils ont écouté, dans une atmosphère "d'Union sacrée", Jacques Dejoux, résistant et ancien combattant de la 2^e Division blindée du général Leclerc, et André Pertuzio, ancien président de la Corpo de Droit et coorganisateur de la manifestation du 11 novembre 1940, évoquer leurs souvenirs.

Les militants d'AF, scandant « Pour que vive la France : vive le roi ! » et « Pour la France : Résistance ! », ont déposé une gerbe devant la plaque posée en haut des Champs-Élysées, encadrés par nombre de leurs "amis" de la maréchaussée, devant moult badauds et touristes attirés par les drapeaux.

* Une vidéo est disponible sur le blog de l'AFE : <http://afe-blog.com>

» DÉCÈS

Nous apprenons avec peine le décès le vendredi 14 novembre, dans sa 87^e année, muni des sacrements de l'Église, de notre gé-né-reux ami Jean comte de REINACH-CESSAC, Croix de guerre 1939-1945, médaille des Évadés de France. La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 18 novembre à 10 heures en l'église Saint-François à Genève, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Georges au Petit Lancy. Homme d'une grande droiture, à la conduite exemplaire, Jean Comte de Reinach-Cessac, profondément croyant, était d'une grande bonté et fidèle en amitié. Il correspondait souvent avec son ami Pierre Pujo qu'il admirait. Avec l'assurance de nos prières, nous présentons nos très sincères condoléances à son épouse la comtesse de Reinach-Cessac, à son fils Gérard comte de Rei-

nach-Cessac, ainsi qu'à son beau-frère et sa sœur le colonel et la baronne de Bourqueney.

» RENDEZ-VOUS

□ PRÉSENCE DE LA VARENDE - Samedi 22 novembre à 15 heures : *Le Paysage chez Juels Barbey d'Aureville et Jean de La Varende*, par Françoise Le-captain, professeur de lettres. À la Fondation Simone et Cino del Duca, 10 rue Alfred de Vigny, Paris 8^e. Métro Courcelles, bus 30 ou 84, parking. Renseignements : 02 31 80 84 67.

□ LE PROCHAIN DÎNER-DÉBAT DE RADIO-SILENCE se tiendra le jeudi 27 novembre à 19 h 30 avec M. Henri de Saint-Bon : *Catholique-Musulman : Je te connais - Moi non plus*. Au restaurant Le Grenadier, gare d'Austerlitz, Paris 13^e. Prière d'envoyer dès maintenant pour inscription un chèque de 27 eu-

ros (étudiants et chômeurs : 22 euros) à La Voix du Silence, 5 rue Dufrenoy, 75116 Paris. Renseignements : radio-silence@wanadoo.fr

□ L'ASSOCIATION ÉTERNEL AL-PHONSE DAUDET organise une conférence le vendredi 28 novembre à 17 h 30 dans la salle du Carré d'Art à Nîmes, par M^e Gilbert Collard, sur le thème *La véritable histoire du Nabab*.

□ LA PROCHAINE CONFÉRENCE DES ÉPÉES se tiendra le mardi 2 décembre à 20 heures, traitant de la question suivante : *Faut-il sauver la Ve République ? « Avec la construction européenne et ses délégations de compétences et la récente réforme des institutions, où en sommes-nous, où allons-nous et surtout pourquoi y allons-nous ? »* Avec Anne-Marie Le Pourhiet, Philippe Lauvau, Frédéric Rouvillois. Salle Pierre

Nicole, 9 rue Pierre Nicole, Paris 5^e. Entrée libre.

o CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (CLE) - 5 rue Dufrenoy, 75116 Paris - Conférence-débat le jeudi 4 décembre à 18 h 30. Salle de l'ASIEM, 6 rue Robert de Lapparent, 75117 Paris. Albert Salon, ancien ambassadeur et président de l'association Avenir de la langue française traitera du sujet suivant : *Le français et la francophonie méprisés*.

□ LE 5^e SALON DU LIVRE d'HISTOIRE se tiendra à Paris le dimanche 7 décembre 2008 de 13 heures à 18 heures. Plus de cinquante écrivains dédicaceront leurs ouvrages. Prendront la parole Dominique Paoli (*Charlotte de Belgique*), l'abbé Grégoire Celier (*Benôit XVI et la liturgie*), Philippe Prévost (*La condamnation de L'AF*), Anne Brassié (*La culture reste à libérer*). Une ex-

position se tiendra sur le thème 1969-2009 : *les catholiques dans la tourmente*. Dans les salons Étoile-Marceau, 79 B avenue Marceau, 75116 Paris. Métro Charles De Gaulle-Étoile. Renseignements : www.parthenon-france.fr ou 06 66 61 25 17

» EXPOSITION

VERNISSAGE de l'exposition "Les pastels de lumière" d'Élisabeth Pillorget le jeudi 11 décembre de 18 heures à 21 heures. L'artiste recevra du 10 au 18 décembre entre 14 et 20 heures. Galerie Lise Cormery, 6 rue de Lanneau, Paris 5^e. Métro Cluny-La Sorbonne, RER Luxembourg. Réservation : 06 81 77 93 62.

» PETITE ANNONCE

Fonctionnaire recherche appartement 2 pièces calme 78, Paris ou Île de France. Max. 700 euros. Tél : 01 69 41 51 57

L'ACTION FRANÇAISE 2000 - Pourquoi vous êtes-vous intéressée au personnage de Charlotte de Belgique ?

DOMINIQUE PAOLI - Je l'ai rencontrée déjà avec ma biographie d'une de ses nièces, Clémentine de Belgique, princesse Napoléon, la plus jeune fille de Léopold II, dont Charlotte était la sœur. Puis j'ai rédigé la biographie de la princesse Henriette, duchesse de Vendôme, nièce de Léopold II ; elle a beaucoup contribué à la première biographie de Charlotte écrite par la comtesse de Reinach, publiée en 1925 et qui fait encore autorité. Ensuite j'ai retrouvé Charlotte en écrivant mon livre sur les princes d'Orléans, puisqu'elle était, par sa mère Louise-Marie, une petite-fille de Louis-Philippe et de Marie-Amélie.

J'ai aussi beaucoup travaillé sur les archives de la Maison de France, de la cour de Belgique et des Affaires étrangères.

L'AF 2000 - En vous lisant, on perçoit dès les jeunes années de Charlotte des signes de troubles mentaux...

D.P. - Je suis remontée aux sources de son enfance. Charlotte subit un premier choc, le 11 octobre 1850, à dix ans, en perdant sa mère à qui elle était extrêmement liée. Puis elle doit vivre dans une cour triste auprès d'un père, Léopold I^{er}, qui l'aime et qui est fier d'elle mais qui l'élève comme un garçon. Elle révèle déjà un sérieux et une hypersensibilité au-delà de son âge. La reine Marie-Amélie, avec qui elle entretient une correspondance permanente, l'a bien remarqué. Au moment de ses fiançailles et de son mariage, les invités remarquent aussi qu'elle est très exaltée.

Mariage et désillusions

L'AF 2000 - Ce mariage avec le frère de l'empereur François-Joseph était un beau mariage !

D.P. - Oui, un mariage glorieux aux yeux de Léopold I^{er} chef de la Maison de Saxe-Cobourg-Gotha, l'oracle de l'Europe. Quand il a vu que sa fille s'intéressait à Maximilien, il a vite entamé les négociations, et le mariage a lieu le 27 juillet 1857, mais Maximilien est un doux rêveur. Charlotte est plus que lui une tête politique, mais elle est en extase devant lui. Les désillusions viendront vite et le mariage ne sera pas consommé.

L'AF 2000 - La période italienne du jeune couple ne fut-elle pas un moment heureux ?

D.P. - Maximilien avait été nommé par son frère gouverneur de Lombardie-Vénétie. Ils séjournèrent à Milan, à Monza, dans la superbe Villa Reale, ou à Venise dans le Palais-Royal, ancien palais d'Eugène de Beauharnais entre la place Saint-Marc et le Grand Canal. Une vie vraiment exceptionnelle.

Et surtout Charlotte avait eu un choc artistique avec l'Italie, car elle possédait ce fameux talent de peintre propre aux Orléans. Elle parle dans ses lettres de sa conception de la peinture, de la beauté d'un clair de lune sur le lac de Côme qu'elle a besoin de mettre sur la toile...

□ **DOMINIQUE PAOLI**

Le "roman vrai" de Charlotte de Belgique

Notre amie l'historienne Dominique Paoli, spécialiste des dynasties européennes, notamment des Orléans, vient de publier une approche totalement inédite d'une petite-fille de Louis-Philippe, L'Impératrice Charlotte. Le sous-titre très nervalien, Le Soleil noir de la mélancolie, indique l'atmosphère d'une existence aussi riche que tourmentée. De cette personnalité très attachante qu'elle arrache aux romanciers avides de sensationnel, Dominique Paoli a bien voulu s'entretenir avec nous.

Or, en 1859, Maximilien et Charlotte sont chassés de leur vice-royauté : François-Joseph, vaincu à Solferino, doit céder la Lombardie au roi de Sardaigne Victor-Emmanuel II de Savoie que soutient Napoléon III. De ce nou-

la guerre civile, le moment semble opportun. Parallèlement, depuis quelques années, les émigrés mexicains royalistes ont "travaillé" les européens pour tenter de rétablir la monarchie au Mexique.

Seul Léopold I^{er} trouve la chose à son goût ; des Mexicains sont venus à Bruxelles lui faire leur cour. François-Joseph, lui, est tout content de voir partir son frère, et il va jusqu'à exiger de lui non seulement qu'il renonce à ses droits dynastiques, ce qui est normal, mais qu'il renonce à son héritage ! Furieux de cette disposition, Maximilien est alors sur le point de renoncer au Mexique, et c'est Napoléon III qui le pousse à partir... tout en sachant pourtant que c'est une folie, car même avant que les Américains, ayant achevé leur guerre de Sécession, ne se mettent à exiger le départ des troupes européennes du sol américain, l'empereur français voulait retirer les siennes, l'expédition ne lui rapportant pas ce qu'il avait escompté.

Impératrice jusqu'au bout

L'AF 2000 - Comment les choses se passaient-elles alors là-bas sur le terrain ?

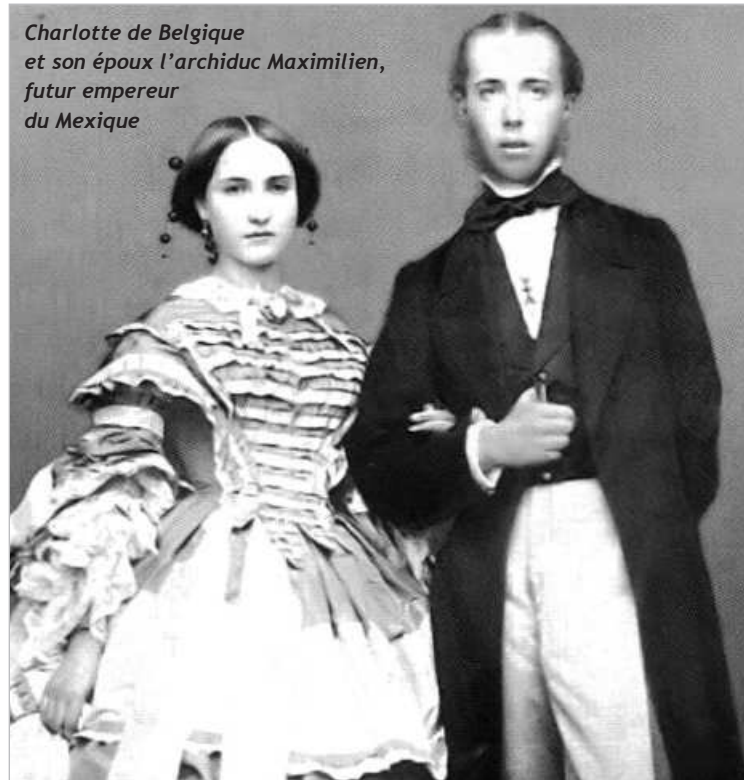
D.P. - Les premières troupes franco-hispano-anglaises étaient arrivées en décembre 1861. Puebla, d'abord perdue, avait été reprise, la Légion étrangère s'était illustrée à Camerone. Quand sont arrivés Maximilien et Charlotte fin 1864, la situation n'était pas encore désespérée, mais le nouvel "empereur du Mexique", déjà atteint de dysenterie, ne s'est pas montré grand stratège, laissant le maréchal Bazaine diriger toutes les opérations. On est bientôt allé de défaite en défaite, les États Unis ont aidé Juárez, la guerre est devenue de plus en plus impopulaire et les troupes sont reparties.

L'AF 2000 - Comment Charlotte réagit-elle alors ?

D.P. - Dès 1864, refusant d'abdiquer, elle est revenue en Europe pour plaider la cause de la couronne mexicaine. Le grand drame se produisit lorsque le pape Pie IX lui expliqua qu'il ne pourrait pas signer un concordat avec un État aussi fragile. Son dernier rempart d'équilibre s'est alors effondré. Déjà depuis plusieurs mois en proie à une psychose de l'empoisonnement, elle gravit alors un grand pas dans la psychose maniaque-dépressive.

L'AF 2000 - A-t-elle appris que son mari avait été fusillé au Mexique en 1867 ?

D.P. - On le lui a caché quelque temps. Car il a fallu enfermer Charlotte dans le petit château de Miramare, le Castelletto, puis on l'a ramenée en Belgique, et il a fallu un bon nombre d'années pour trouver des médecins efficaces. Avec cela la cour de Vienne



Charlotte de Belgique et son époux l'archiduc Maximilien, futur empereur du Mexique



Dominique Paoli

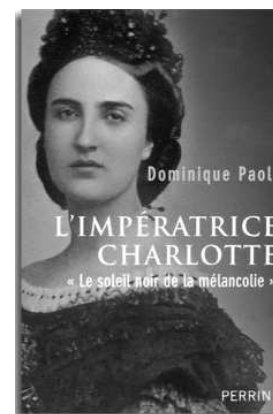
et celle de Bruxelles s'accusaient mutuellement de responsabilités dans ce drame...

L'AF 2000 - Sa maladie ne l'a pas empêchée de survivre soixante années au drame mexicain...

D.P. - Elle a toujours fait preuve d'une volonté extraordinaire, les troubles de l'humeur s'accompagnant d'une volonté exacerbée et, par moments, d'une grande lucidité qui ajoutait encore au drame qu'elle vivait. Au château de Bouchout, au nord de Bruxelles, que Léopold II lui avait acheté, elle se voulut impératrice jusqu'au bout, jusqu'à sa mort en 1927.

En fait sa véritable vocation innée, personnelle, c'était l'art, la peinture, qu'elle a toujours souffert de ne pouvoir exercer.

L'AF 2000 - Un dernier point s'il vous plaît. Vous mettez dans ce livre définitivement fin à la légende voulant que le général Weygand fût un fils de Charlotte...



D.P. - Oui, j'ai eu en main le rapport du docteur Jilek, le médecin de marine qui l'a soignée lors de son retour du Mexique et de sa première grande crise publique de folie. Je montre que l'on doit en déduire qu'elle n'a pas mis d'enfant au monde quand elle était à Miramare.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL FROMENTOUX

* *Dominique Paoli* : L'Impératrice Charlotte - Le Soleil noir de la mélancolie. Perrin, 346 pages, 21 euros.